

RUGBY UN XV « NEW-LOOK »

DÉBUTE A CARDIFF

EDITION OF PARIS

Hebdomadaire - paraît le vendredi - Nº 1 232 - 7 février 1992 - prix : 8 F Les prolongements politiques de l'affine Habache Les retombées de l'« affaire Habache» De nombreux socialistes souhaite Mitterrand dénonce L'AFFAIRE HABACHE OU LA TEMPÊTE. un changement de gouverneme NS LE VERRE D'EAU POLITICIEN! L'isolement de Mitter face à la crise politic SeulLe juge Brugulère au chevel du leader patestinien Le président de la République a tenté, hier, de désamorce Habache : les incohérence bombe Habache, Il a traité de « fous » tous ceux qui sont à l gine de l'hospitalisation surprise du dirigeant et terror palestinien, toujours gardê à vue à l'hôpital Henri-Dunar de la version officielle Paris. Mais le pouvoir est bien en plein cafouillage et l'opposi continue de réclamer la démission des ministres concernés Les Prançais ont du mal à digèrer l'affaire Ho sondage I.F.O.P. réalisé hier pour « le Paristen », sont pour des élections anticipées et 58 % ont le président Mitterrand savait... cette incrovable affaire,

Constantini



ourol'

L'AFFAIRE HABACHE OU LA TEMPETE ...

Après l'annonce, faite par Mitterrand à la télévision, qu'il convoquait le Parlement en session extraordinaire, huit jours de tempête dans le verre d'eau politicien autour de ce qu'on a appelé "l'affaire Habache" vont pouvoir déboucher sur une bien classique séance de théâtre dans le vase clos du Palais-Bourbon.

Il faut vraiment que nos hommes politiques n'aient rien à faire ou rien à dire sur les vrais problèmes, le chômage par exemple, ou bien les salaires, pour faire toute cette mayonnaise à propos de l'hospitalisation en France du

leader palestinien.

Aussi bien sous la droite que sous les socialistes, cela fait longtemps que la diplomatie française secrète ou non entretient des relations avec les chefs palestiniens en même temps qu'avec les autres Etats arabes, ou avec Israël, histoire d'avoir une petite place dans les marchandages internationaux à propos du Moyen-

Mais il n'y a pas que la droite que cette affaire sans intérêt a excitée. Du côté socialiste, on voit une foule de leaders ou ex-ministres, adopter la même fausse indignation que les politiciens de droite et se mettre à dénoncer leurs petits copains encore en place. Comme Rocard, dimanche 2 février, qui demandait la démission de ses ex-collègues en rappelant, lui aussi, qu'il serait candidat aux prochaines présidentielles!

Quant à Mitterrand, il se met à traiter son propre sérail de maison de fous!

Et comme dans toute affaire, réelle ou pas, il faut des victimes à côté des cafards, on a trouvé un bouc émissaire: Georgina Dufoix, en la faisant démissionner avec quelques autres hauts fonctionnaires, de son poste de conseiller à l'Elysée et de sa présidence de la Croix Rouge.

On ne lui en avait pas demandé tant il y a quelques mois lors de l'affaire, une vraie celle-là, et autrement scandaleuse, du sang contaminé qui avait fait des centaines de victimes parmi les hémophiles!

Certes, il y a beaucoup à redire et à dénoncer dans les méthodes terroristes des chefs palestiniens bien qu'ils agissent au nom d'un peuple opprimé à qui l'Etat d'Israël mène une guerre injuste depuis 40 ans.

Mais nos politiciens et les médias qui leur emboîtent le pas n'ont rien à leur envier eu le culot de nous faire passer pour une guerre "propre" une sale expédition punitive en Irak qui a fait 200 000 morts parmi le peuple irakien, en lui laissant en prime son dictateur, qui, lui, s'en est sorti indemne!

Les indignations de nos politiciens sont aussi factices, aussi mensongères que leurs

discours électoraux.

Les vagues de licenciements, la remise en cause de la retraite à 60 ans, les trois millions de chômeurs, les mesures anti-sociales, cela ne les fait pas démissionner. Ils s'accorderaient plutôt de la promotion mutuelle pour cela,

DANS UN VERRE D'EAU POLITICIEN!

sur les méthodes et n'ont pas la même justification.

Le gouvernement français a accueilli sur son territoire les pires crapules et assassins de ce monde, avec faste de surcroît, comme Duvalier, Bokassa, Hassan II et bien d'autres, sans que personne dans les allées du pouvoir, ni à droite ni à gauche, ait cru bon de s'en indigner.

Pour ce qui est de la pratique du terrorisme, ce serait plutôt les services secrets français, en collaboration ou non avec les polices des dictatures protégées par la France, qui auraient à en remontrer à Georges Habache plutôt que l'inverse, eux qui sous De Gaulle ont aidé à assassiner l'opposant marocain Ben Barka, ou il y a quatre ans, l'opposant algérien Mécili.

Et puis, les attentats terroristes palestiniens, c'est de l'artisanat en regard du terrorisme d'Etat des grandes puissances occidentales comme la France, qui, il y a seulement un an, ont

quitte à cohabiter ensemble comme ils l'ont déjà fait.

Nos véritables sujets d'indignation, il nous faudra bien les exprimer nous-mêmes sans nous laisser intoxiquer par les manipulateurs de l'opinion. Quitte à faire tomber ministres et gouvernements pour de bonnes raisons cette fois et en évitant de mettre leurs jumeaux de droite à leur place.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER



A mesure que les informations filtrent sur "l'affaire Habache" on apprend que "l'erreur monumentale", pour reprendre une des expressions parmi les moins outrancières utilisées à propos de cette affaire par les journalistes et les hommes politiques, aura été d'autoriser la venue du leader palestinien... en période préélectorale. Car en fait le passage d'hommes politiques, en visite privée, même de ceux qui sont en délicatesse avec le gouvernement, est monnaie courante, sans que cela fasse à chaque coup ce tintamarre.

L'opposition de droite s'est emparée de cette aubaine, dont on ignore bien évidemment l'origine. Mais cela n'a guère d'importance. Ces clameurs qui pourraient faire croire qu'on se rapproche de la fin du monde, alors qu'il ne s'agit même pas de la fin d'un septennat, tout juste d'élections régionales et cantonales dans un peu plus d'un mois, n'ont pas de quoi surprendre. On évoque "le sang de nos compatriotes", on parle de "forfaiture", de "trahison". Et le Pen qui est capable de trouver une surenchère même aux pires outrances déclare que "le PS est le parti de l'étranger" ou encore qu'"on ne tire pas sur une ambulance... Mais on a tort". Le ton est à la grandiloquence cocardière.

Et tout ce beau monde réclame "des têtes"... Celles des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères ou du ministère de l'Intérieur et celle de Georgina Dufoix ne leur paraissent pas suffisantes. Ils réclament des ministres, voire Cresson et même Mitterrand. C'est de bonne guerre électorale, et de ce côté-là, le ton est à l'offensive.

Du côté du gouvernement et du Parti Socialiste, on est au contraire sur la défensive. Les réactions vont de l'embarras discret à l'atterrement total. On ne trouve personne, parmi les dirigeants du PS et les ministres et ex-ministres, pour assumer un geste qui n'a rien d'exceptionnel, ni de répréhensible, même du point de vue des règles qui ont cours dans le monde politique actuellement. Non, personne, à l'exception peut-être de Georgina Dufoix qui dans l'affaire a accepté semble-t-il le rôle de bouc émissaire - n'a donné, dans la majorité, une image de courage ou de dignité politique.

Il a suffi que la droite monte en épingle une "affaire", et cette prétendue gauche s'est aplatie, répétant : "C'est notre faute, notre très grande faute"... Depuis Mitterrand qui laisse tomber de sa bouche présidentielle la question, à propos de ses collaborateurs: "Sont-ils devenus fous?"; en passant par un député proche de Fabius qui réclame le départ de Cresson et son remplacement par Bérégovoy, sans oublier Rocard qui condamne sans rémission un gouvernement dont il était encore le chef il y a un peu plus de six mois, on ne voit nulle part, dans cette majorité, la moindre volonté de faire front. Rien qui puisse répondre au sentiment des hommes et des femmes qui se sentent de gauche et qui auraient pu espérer au moins que l'on dise son fait à cette droite qui plastronne et jubile aujourd'hui, à bon compte. Au contraire on nous donne ce pitoyable spectacle de politiciens qui baissent le nez comme des gamins pris en faute.

Les dirigeants du PS auraient-ils donc, dans l'exercice du pouvoir, perdu leur colonne vertébrale? Le fait est que devant la droite, ils n'en ont jamais beaucoup eu. Et s'ils s'inclinent devant cette campagne politique de la droite aujourd'hui, ce n'est pas nouveau. C'est même, pourrait-on dire, une tare congénitale. A chaque fois que la droite a mobilisé une fraction de l'opinion réactionnaire, le gouvernement a cédé, comme il l'a fait, par exemple, mais ce n'est pas le seul exemple, devant les tenants de l'école privée.

Mais alors, pire encore, les dirigeants socialistes seraient-il donc "devenus fous"? Auraient-ils perdu tout sens de l'orientation politique ? Ce serait mésestimer leur capacité de louvoiement. Le comportement d'un Rocard par exemple ne traduit pas tant l'affolement qu'un calcul, lié à ses ambitions. Ces dernières n'impliquent pas obligatoirement une solidarité à tout crin, et une fidélité éternelle à un Parti Socialiste qui n'est, dans le meilleur des cas pour les politiciens qui s'en réclament, qu'un tremplin, et qui peut devenir aujourd'hui pour eux source d'embourbement.

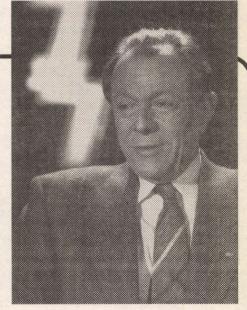
Le Parti Socialiste apparaît en piteux état, et son attitude dans cette affaire n'améliore sans doute pas sa situation. Ses électeurs, de plus en plus nombreux, semblent vouloir l'abandonner. Et les hommes qui composent l'état-major de ce navire, qui n'ont rien de capitaines courageux, s'activent à mettre en place, qui des chaloupes, qui des radeaux pour éviter de couler avec le bateau. Ce qui se traduit ces jours derniers par ce spectacle dérisoire où l'on voit ces Rocard, ces Fabius, ces Chevènement, tirant chacun dans leur sens, avec pour seul souci leur carrière.

De ces gens-là, les travailleurs et les électeurs de gauche n'ont rien à attendre. L'image qu'ils donnent dans cette affaire le montre. Et ils ont encore moins à attendre de ces politiciens de la droite qui sont à l'affût pour reprendre les commandes ...et qui garderont le même cap.

Jean-Pierre VIAL

LA VIRGINITE QU'ILS VOUDRAIENT SE REFAIRE

Rocard à 7/7, sur TF1, a expliqué qu'il fallait mener le combat contre Le Pen, pied à pied par une politique faite sur le terrain. Mais Rocard qui a été trois ans Premier ministre, qu'a-t-il fait sur le terrain, ne serait-ce que contre le chômage qui fournit le terreau sur lequel pousse l'extrême-droite?



Comme les autres gouvernements de l'ère Mitterrand, il a soigné les patrons et tapé sur les travailleurs. Pendant qu'il subventionnait les premiers, ceux-ci licenciaient les seconds. Après avoir ainsi fait le lit de Le Pen, il voudrait encore qu'on croie que lui et ses amis sont un rempart contre l'extrême-droite.

Tapie-Le Pen:

MATCH VRAIMENT NUL

Tapie, patron de choc et tête de la liste socialiste pour les prochaines élections régionales dans la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, a donc traité lors d'un meeting Le Pen et ses électeurs de "salauds"... Mais il n'a pas tardé à faire machine arrière en déclarant quelques jours plus tard que le qualificatif était bien anodin et qu'il lui arrivait de parler de la même façon avec les footballeurs de l'équipe de Marseille quand il n'est pas satisfait d'eux...

Si on a bien compris, la lutte de Tapie contre Le Pen, c'est un peu du jeu. Et à tous ceux que révoltent à juste titre le personnage et les propos de Le Pen, il est seulement demandé d'applaudir du haut des gradins.

Dans cette campagne, Tapie joue peut-être sa carrière politique. Mais le bagarreur est un faux dur. D'ailleurs pour lutter contre le chômage, source des succès de Le Pen dans les quartiers les plus pauvres, un affairiste comme Tapie qui a à son actif un certain nombre de licenciements, c'est un boiteux contre un borgne. Les cris n'y changeront rien

LE PEN, MÉDECIN MEME MAFIA MEME COMBAT

Samedi ler février, lors d'une convention régionale du Front National qui s'est tenue à Nice, Le Pen a été tout fier d'exhiber une lettre de soutien de Jacques Médecin, l'ancien maire de la ville.

Après avoir grassement arrondi sa fortune personnelle en héritant des ciments Lambert, Le Pen espère bien cette fois asseoir plus fortement son audience politique dans la région Provence - Alpes -Côte d'Azur en captant l'héritage électoral de Médecin. Et comme qu'il a eu maille à partir avec la justice et qu'il a été accusé de délit d'ingérence, en clair d'avoir confondu les finances de la ville avec sa caisse personnelle. Tant qu'il gouvernait la ville de Nice, Médecin était de droite, certes, mais avant tout médeciniste. Cependant, depuis qu'il vit en exil en Uruguay pour échapper aux poursuites judiciaires, Le Pen peut lui apparaître comme une planche de salut possible.

Quoi qu'il en soit, toute cette affaire éclaire la valeur des indi-



pour sceller la nouvelle alliance, l'ex-maire niçois a offert une de ses filles, sa préférée; elle figurera sur la liste du Front National, juste après la femme de Le Pen, une place d'honneur à ce qu'il paraît!

Ce n'est pas la première fois que Jacques Médecin affiche ses préférences pour le Front National, surtout d'ailleurs après gnations de Le Pen lorsqu'il fustige "les escrocs et les voleurs" au pouvoir.

Le Pen se commet lui aussi avec escrocs et voleurs, sans l'ombre d'un problème. Seulement il a sa propre bande, rivale des autres. C'est là que réside la différence. Pour le reste il n'a rien à envier à quiconque.

Dans la Sidérurgie

MENACE DE GRÈVE SUSPENDUE

"Grève" titraient samedi 1er février à la Une les quotidiens allemands, en annonçant qu'après l'échec de multiples discussions entre représentants patronaux et syndicaux, après plusieurs grèves d'avertissement déjà dans le cadre des négociations entamées en novembre 1991 pour le renouvellement de l'accord de branche. 86,8% des 95 000 sidérurgistes syndiqués du Nord-Ouest de l'Allemagne (sur un total de 130 000 pour cette région, et quelque 200 000 pour toute l'Allemagne) s'étaient prononcés en faveur de la grève pour 10,5% d'augmentation de salaire. Il ne restait plus qu'à attendre que l'étatmajor du syndicat IG-Metall décide quelles entreprises seraient appelées à la grève, et quand. Mais lundi 3 février au matin, coup de théâtre, on apprenait qu'une ultime et secrète réunion entre dirigeants de l'industrie de l'acier et de l'IG-Metall avait abouti à un accord autour de 6,4%.

MARCHANDAGES ET IMBROGLIO...

L'épreuve de force entre états-majors patronal et syndical est très institutionnalisée et procédurière. Elle arrive à l'occasion de la reconduction de l'accord de branche. Et avec ses règles du jeu compliquées ses coups de bluff, coups de gueule et coquetteries de part et d'autre,

ses "marchandages" où les bureaucrates syndicaux jouent surtout leur crédit et leur pouvoir, elle relève par bien des côtés davantage de la partie de poker que de la lutte de classe.

Au démarrage, les patrons s'obstinaient sur 4% d'augmentation et pas plus, les dirigeants syndicaux sur 10 à 11%. Au moment où les sidérurgistes ont été consultés avec le résultat que l'on sait sur l'opportunité d'une grève pour 10,5% d'augmentation, les patrons se disaient prêts à céder quelque 5,7%, et les syndicats à rabattre leurs prétentions à 6,15%. Soit 0,4 à 0,5% de différence! Une grève pour 20 marks par mois (même pas 100 francs), ironisaient certains politiciens bourgeois, particulièrement furieux contre l'"irresponsabilité" de l'appareil de l'IG-

Finalement, l'accord est intervenu sur une augmentation de 5,9% de salaires avec effet rétroactif au 1er novembre 1991, une prime forfaitaire de 175 Marks par travailleur (environ 600 francs), et un rattrapage partiel dans l'année des salaires de la métallurgie (une revendication chère aux sidérurgistes qui trouvent injustifié l'écart qui s'est creusé entre sidérurgie et métallurgie en ce qui concerne les taux de base contractuels : par exemple un électricien de chez "Krupp-Stahl" - sidérurgie gagne 2 marks de l'heure de moins qu'un électricien de "Krupp-Industrietechnik". Les divers avantages négociés représenteraient au total une moyenne de 6,4% d'augmentation pour

L'IG-Metall, du 7 au 12 février, devrait organiser une consultation pour savoir si les sidérurgistes s'accommodent du compromis envisagé, ou s'ils tiennent toujours à leur grève. Pour bien des sidérurgistes, le "oui" au référendum a été une façon de soutenir une légitime revendication de salaire, et de se prononcer contre la politique des barons de l'acier qui, à l'image de tout le patronat, voudraient maintenant réduire, voire à terme supprimer les augmentations de salaires. Cela dit, autant qu'on sache, de nombreux militants et ouvriers se sont sérieusement préparés à la grève, ont imprimé des affiches et des tracts, élu des directions de la grève,

organisé à l'avance les piquets...

...MAIS LE MONDE PATRONAL A TOU-JOURS DES GREVES A CRAINDRE

Il n'est donc pas encore certain que la grève n'ait pas lieu. Et quoi qu'il en soit, les patrons et banquiers allemands, et audelà une partie de leurs concurrents mais non moins compères de France qui ont jusqu'à un certain point monnaies et profits liés, ont senti le vent passer. Ces derniers jours, ce n'est d'ailleurs pas seulement le spectre de la grève dans la sidérurgie qui les a hantés, mais celui d'une grève qui pourrait s'étendre et qui se prépare d'ailleurs -certes de la même façon "bureaucratique" dans les banques, les postes et les services publics ou l'imprimerie de presse de l'ex-Allemagne de l'Est.

L'Allemagne est certes un des pays qui ont connu le moins de grèves ces dix dernières années. Mais celles qui ont eu lieu, précisément dans la sidérurgie en 1978-79 et en 1984, ont laissé aux patrons un mauvais souvenir. Et ils ont beau continuer à tonitruer contre la folie des syndicats, l'irresponsabilité de la classe ouvrière, ils ont beau présenter les augmentations de salaire comme responsables d'autant de suppressions d'emplois, ou encore dire que l'augmentation donnée dans la sidérurgie ne doit pas être un exemple pour les autres branches, bref ils ont beau hausser le ton, ils ont cédé quelques pour-cent face à la seule menace d'une grève. Alors, face à une vraie grève qui pourrait devenir contagieuse?

La classe ouvrière d'Allemagne, même sous la direction de bureaucrates syndicaux champions des marchandages et des coups politiciens, montre en ce moment qu'elle sait se faire craindre. Il ne tiendrait vraiment qu'à sa confiance en elle-même et à sa volonté, de se faire aussi obéir. Et qui sait, les travailleurs pourraient faire de l'Europe un espace de luttes et d'avantages conquis ensemble, avant que les bourgeoisies se soient donné la même monnaie pour les payer.

Michelle VERDIER

Etats-Unis

"NOUVEL ORDRE MONDIAL"... ET VIEILLE RÉCESSIO ÉCONOMIQUE

"La plus longue récession depuis les années 1930" : c'est ainsi que, comme le journal *Time* l'a fait au début de l'année, la presse américaine qualifie depuis des mois la situation économique des Etats-Unis.

Les faillites succèdent aux liquidations. TWA, une des plus grandes compagnies aériennes américaines, vient tout juste de se déclarer en cessation de paiement. Quelques semaines plus tôt, c'était

Panam, une autre société de transport aérien qui fermait définitivement ses portes en licenciant tous ses employés. Et les fermetures d'entreprises se multiplient dans tous les secteurs.

LES CONTRECOUPS DE LA SPECULATION

A chaque fois, le motif invoqué est un endettement trop important et des frais financiers trop lourds. Beaucoup des grandes entreprises qui mettent la clé sous n'a pas réussi à rembourser les prêts contractés pour remporter la bataille boursière qui lui a donné le contrôle de la société. Les financiers acheteurs espéraient se rembourser rapidement grâce à l'augmentation des profits. Ceux-ci ont l'augmentation des profits.

moins augmenté que prévu, moins vite en tout cas que les exigences des banquiers. Une autre série de déconfitures, notamment parmi les banques, a été causée par l'effondrement du prix des immeubles dans les grandes villes quand la spéculation s'est effondrée, en 1990-91. Ces remous ont à leur tour paralysé l'industrie.

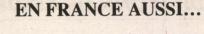
Depuis plusieurs mois, la production américaine baisse. Dans un pays riche comme les Etats-Unis, les biens de consommation (automobiles, appareils ménagers, logements) représentent les

plus riche du monde, a, elle aussi, cessé de dépenser sans compter. Les capitalistes, pessimistes sur les possibilités de redémarrage économique, font de même. Ils n'ont aucune confiance dans un réveil prochain du marché, ils ne pensent pas que dans un avenu proche la demande de machines et d'objets de consommation a des chances d'augmenter et donc ne bâtissent pas de nouvelles usines. Et toutes les aides de l'Etat n'y changeront rien.



En plus, tous sont aujourd'hui très endettés. C'est toute l'économie qui souffre d'un endettement généralisé. Depuis dix ans, elle tourne à crédit. L'Etat américain a emprunté à tour de bras pour financer la fabrication d'armements qui a artificiellement entraîné la reprise des affaires, sous Reagan, au début des années 1980. La vente de voitures, d'appartements à crédit a été encouragée. La dette de l'Etat, des entreprises et des particuliers a ainsi été presque triplée en dix ans!

L'importance de l'endettement des Etats, des entreprises et des petits-bourgeois est telle qu'elle entretient aujourd'hui encore dans la foulée une forte demande de crédits. Du coup, les détenteurs de capitaux gagnent donc plus en prêtant qu'en investissant dans des activités productives qui leur apparaissent trop risquées dans la période actuelle. Ces capitaux, qui ont quitté l'immobilier et la production, tournent à la recherche du meilleur placement, et se portent temporairement ici ou là. C'est ainsi que durant quelques semaines la valeur des entreprises cotées en Bourse a recommencé à augmenter.



Le mal n'est pas seulement américain. Tous les pays développés sont touchés. Paribas, le deuxième groupe financier français, vient d'annoncer 2 milliards de francs de perte dans l'immobilier suisse et dans le double nautrage ut rousse Maxwell et de ses sociétés. La plupart des autres banques comme le Crédit Lyonnais s'apprêtent à faire de même. Toutes ces pertes seront plus ou moins comblées avec l'argent de l'Etat qui consentira des réductions d'impôts et des aides diverses à tous ces banquiers malchanceux ; en France comme aux Etats-Unis où l'Etat a renfloué les caisses d'épargne et les banques en faillite.

Bush a beau être applaudi après son

discours sur l'Etat de

l'Union, le 28 janvier, il n'a pas l'air tellement satisfait...

La situation leur apparaît si sérieuse que les économistes discuteraient, paraîtil, aujourd'hui la question de savoir s'il s'agit seulement de la fin d'un mauvais cycle ou de l'apparition d'une tendance dépressive beaucoup plus longue, d'un "supercycle". Il y a six mois, les défenseurs du capitalisme célébraient "l'effondrement du communisme" en URSS et en Europe de l'Est et annonçaient l'ouverture d'une ère nouvelle de prospérité pour le capitalisme. Aujourd'hui c'est l'aggravation de la crise économique qui est à l'ordre du jour. Et pas seulement dans les pays pauvres d'Amérique latine ou d'Afrique, ruinés par la chute des prix des matières premières et la charge des remboursements de leurs prêts. Le plus grand pays capitaliste du monde ne parvient pas à relancer sa machine économique, malgré tous les efforts du gouvernement mobilisé pour tenter d'assurer la réélection de son président. Visiblement, l'économie n'obéit pas aux ordres des capitalistes et de leurs représentants...

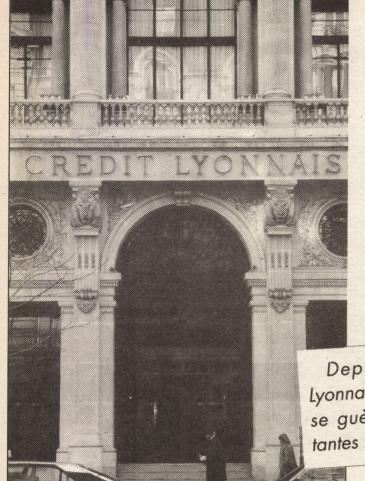
Pierre VERNANT



la porte et leurs salariés à la rue ont d'ailleurs fait l'objet de rachats spéculatifs opérés durant les années 1980, quand les banques ouvraient tout grand le robinet du crédit, faisant flamber le prix des entreprises et de l'immobilier.

TWA a ainsi été la proie, aujourd'hui mal en point, d'un raider, Carl Icahn, qui

deux tiers de la production. La peur des licenciements sauvages conduit aujourd'hui les Américains pourvus d'un emploi à restreindre leurs dépenses. Pour des catégories populaires, c'est chose faite depuis déjà un certain temps. Mais la petite bourgeoisie américaine, dont l'importance est à la mesure de la société la



QUAND LE CRÉDIT LYONNAIS S'AFFAIRE

Depuis quelques années, le Crédit Lyonnais fait feu de tout bois, et il ne se passe guère d'opérations financières importantes sans que son nom ne soit cité.

Aventurier/Gamma

DE L'ACIER AU BETON, LE CREDIT LYONNAIS ASSURE

C'est ce qu'Haberer, le PDG, appelle "la stratégie de partenariat banque-industrie". Dans ce cadre, le Crédit Lyonnais a souscrit pour 2,5 milliards de francs d'actions Usinor-Sacilor, le premier groupe sidérurgiste français, ne faisant d'ailleurs jamais que le même genre d'opération que la BNP faisait que le même genre

Air France. Partenariat qui amène aux groupes industriels de l'argent frais et qui permet aux banques de faire apparaître dans leurs résultats ceux des groupes industriels.

Mais si le CL prend des participations nouvelles, il sait aussi s'occuper de ses clients fidèles. Et entre des Bouygues, Arnaud, Lagardère, Trigano, Tapie ou autre Vincent Bolloré et le Crédit Lyonnais, c'est une vieille histoire d'amour et... d'intérêts bien compris de part et d'autre. Car pour le CL, bien sûr, peu importe que les profits soient faits dans le béton, la communication, les produits de luxe, l'immobilier ou maintenant l'acier.

Le CL développe aussi ses activités en Europe et il se décerne (on n'est jamais si bien servi que par soi-même) le titre de "plus européenne des banques européennes". Et comme l'hexagone et l'Europe sont tout juste assez vastes pour une banque bien décidée à jouer dans la cour des grands et à y prendre toute sa place, le CL renforce son implantation aux Etats-Unis. Cette année, associé à la MAAF du groupe d'assurances AXA, il a mis la main sur la troisième compagnie d'assurance-vie du pays, la Equitable Life.

Au Crédit Lyonnais, donc, l'autosatisfaction bat son plein, et le CL n'hésite pas, pages entières de publicité à l'appui, à s'attribuer des médailles d'or ; "banque olympique" oblige!

Mais bien souvent les montages financiers ont pour seul but d'essayer de récupérer les sommes colossales que le CL peut avoir malencontreusement avancées à des groupes en faillite. Dernier exemple, le sauvetage de VEV (ex-numéro 3 du textile français) sauvé de la faillite en 1991, parce que le CL, un peu forcé par l'Etat tout de même, a accepté de transformer ses créances en prises de participations dans le capital du groupe. Mais à la direction du CL, on est décidément "optimiste", on explique que cela n'efface pas les dettes mais que ça les "consolide". Bref quand ça va, ça va et quand ça ne va pas, ça va quand même. Mais ce qui est sûr, c'est que ceux pour qui ça ne va pas aller sont les milliers de travailleurs que VEV ou Usinor-Sacilor licencient ou s'apprêtent à licencier. (Usinor annonce 8 000

suppressions d'emplois entre 1992 et 1994, dans un secteur qui a licencié 100 000 personnes dans les 15 dernières années.)

DU PETIT AU GRAND ECRAN, LE CREDIT LYONNAIS EN VEDETTE

Si pour le CL 1992 doit être l'année olympique, 1991 a été l'année des tuiles retentissantes. Le Canard Enchaîné a même décernise.

"ramasseuse d'ardoise à la pelle", citant les affaires Parretti-MGM, Maxwell et les déboires de La Cinq.

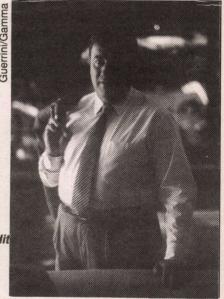
Maxwell, en coulant, aurait laissé au CL une ardoise de plus d'un milliard de francs environ. Avec La Cinq, ce sont en fait les liens du CL avec le groupe Hachette qui sont en jeu. Car si le CL est lui-même actionnaire de la chaîne (10 %), il est surtout le banquier de l'actionnaire principal Hachette. Mais le CL peut toujours se dire que quand La Cinq s'effondre à l'audimat, c'est TF1 qui bat tous les records. Et comme le CL est aux côtés de Bouygues, un très bon client, dans le capital de TF1, ça confirme le fait qu'il ne faut pas mettre ses œufs dans les mêmes paniers... percés.

HISTOIRES DE LIONS

Avec l'affaire Parretti-Metro-Goldwyn-Mayer (MGM), le "n°2" du Crédit, Thiolon, n'a pas pu nous chanter le "Tout va très bien Madame la Marquise". Dans sa lettre d'explications au personnel, il admet "une dérive anormale des concours par un enchaînement de décisions qui n'étaient pas les bonnes". Et pourtant le CL entretenait des relations d'affaires depuis longtemps avec Parretti, ce Tapie italien connu autant pour la reprise d'entreprises en difficulté, qu'il se faisait fort de remettre à flot avec l'argent des banquiers, que pour ses faillites frauduleuses ou ses liens plus ou moins avoués avec la Mafia. Mais l'amour est aveugle, dit le proverbe, et le Crédit Lyonnais a su fermer les yeux. Et en 1990, quand le vieux lion de la MGM, la crinière mitée, de chasseur est devenu proie, c'est encore avec l'argent du CL que Parretti a pu mettre la main sur l'entreprise en difficulté. Quand le CL s'est brouillé avec Parretti, qui à son goût gérait la MGM en dépit du bon sens, vendant par exemple à bas prix les plus beaux morceaux du groupe, il lui a encore proposé 125 millions de dollars pour qu'il accepte de céder la place (belle prime de licenciement en fait). Mais c'est bien connu, à Hollywood, il n'y a qu'un fauteuil pour deux, et quand Parretti s'est accroché au sien et a refusé de laisser la place, il a bien fallu passer devant les tribunaux. Et fin 1991, les scénaristes

américains n'avaient qu'à lire les comptes-rendus d'audience pour y trouver l'inspiration pour les futurs épisodes de "Côte Ouest" ou autre "Falcon Crest". Tout y est passé, du conseil d'administration illégal réuni par Parretti pour se faire confirmer à la tête de la MGM, ou de la "trahison" de son plus fidèle allié, Fiorini, qui l'a lâché en pleine bataille moyennant la reprise des dettes de son holding par le CL...

Pour le moment, c'est le CL qui a repris le contrôle de la MGM mais aussi... des dettes que Parretti y a laissées (au total, on parle d'un trou de près de 7 milliards de francs)! Les seuls dans l'histoire qui aimeraient qu'il y



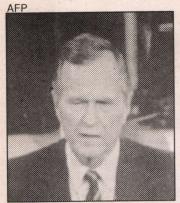
Parretti, à qui le Crédit Lyonnais a fait confiance sur sa mine...

ait une suite sont les avocats des deux bords grassement payés - entre 1 200 et 2 300 francs de l'heure - pendant plus de deux mois...

LE PERSONNEL N'EST PAS DUPE

Dans le personnel, la propagande d'Haberer a eu un certain écho, du moins au début, et certains, notamment parmi les cadres, tiraient quelque fierté des "succès" du CL. Puis le feuilleton Parretti-MGM a inquiété, car les pertes de la banque semblaient devoir être énormes. Aujourd'hui l'inquiétude est retombée, et il n'est pas rare d'entendre dire que "faute d'intéressement, on aura des tickets de cinéma...". De toute façon, il est sûr que les banquiers, bonnes affaires ou pas, s'en prennent au personnel. Ils diminuent les effectifs régulièrement, bloquent les salaires et envisagent de remettre en cause le système des retraites, tout en laissant l'argent couler à flot, dès qu'il s'agit d'investir ou de spéculer.

Correspondant LO



Car, si Bush - protocole oblige - a consenti à une déclaration célébrant "l'aube d'une ère nouvelle" et "le début d'une nouvelle relation" entre les Etats-Unis et la Russie, ces propos rappelaient curieusement ce que Reagan, puis Bush, avaient déjà dit à... Gorbatchev. La seule "nouveauté" en l'occurrence tient à ce que les années séparant ces rencontres entre dirigeants ont vu l'URSS se désagréger et Eltsine ne plus pouvoir parler qu'en tant que représentant d'une des quinze Républiques de l'ancienne Union Soviétique ou de ce

Indépendants (CEI). Cela a été particulièrement sensible quand Eltsine, voulant poser à l'homme d'Etat d'envergure internationale, a proposé une réduction du stock d'armes nucléaires de part et d'autre de l'Atlantique. Eltsine n'était pas revenu de son périple de quatre jours en Amérique

qu'il en reste, la Communauté des Etats

ELTSINE AUX ETATS-UNIS BAVARDAGES À CAMP DAVID

Eltsine a donc obtenu ce qu'il cherchait : une certaine reconnaissance internationale, lors de son voyage aux Etats-Unis qui l'a vu occuper à l'ONU la place laissée vacante par l'ex-URSS et être reçu par Bush dans sa résidence de Camp David, là où s'étaient conclus un certain nombre d'accords internationaux entre les Etats-Unis et l'URSS. Le président américain lui a même offert, pour son soixanteet-unième anniversaire, une paire de bottes texanes et un ceinturon de cow-boy : quand dans l'ex-URSS un salaire moyen ne suffit plus à acheter une paire de chaussures de mauvaise qualité et que l'immense majorité de la population doit se serrer la ceinture, ce cadeau d'anniversaire relève de l'humour noir involontaire... ou d'un cynisme délibéré de la part de son hôte.

que son rival et collègue Kravtchouk, le président ukrainien, faisait savoir qu'Eltsine n'avait aucune qualité pour proposer une réduction des armements "communautaires" de la CEI. Et cela alors que, dans le même temps, des responsables militaires russes venaient ouvertement contredire les propos de leur "président".

Alors, bien sûr, Eltsine va

faire ce qu'il reprochait il y a six mois à peine à Gorbatchev: tenter d'utiliser un certain prestige international pour faire oublier à l'intérieur la dégradation de son image de "sauveur".

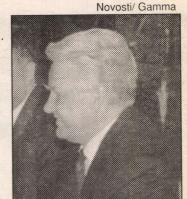
Que cela puisse illusionner la population de Russie et des autres Républiques, cela reste à démontrer. Mais une chose est certaine, cela n'impressionne pas du tout

de Bakou, la capitale de

les représentants de l'impérialisme américain. Durant le séjour d'Eltsine aux Etats-Unis, l'ambassadeur américain à Moscou lui a rendu un hommage en forme de coup de pied de l'âne, évoquant ses "réformes économiques plus courageuses que cohérentes". Quant au secrétaire d'Etat américain à la Défense, Dick Cheney, il a affirmé, lui, qu'il n'était pas

question que les Etats-Unis réduisent réellement leur stock de fusées nucléaires.

Le nouveau Secrétaire général des Nations Unies, Boutros-Ghali, a eu beau annoncer, en présence de Bush et Eltsine, "que la guerre froide est finie", les dirigeants du monde impérialiste, américains en tout premier lieu, ne vont pas pour autant renoncer à des pro-



grammes d'armements qui restent le principal moyen de subventionner leurs capitalistes. D'autant plus, d'ailleurs, que l'incapacité des Eltsine, Kravtchouk et compagnie à assurer un minimum d'ordre dans leur(s) propre(s) pays, et à plus forte raison dans la sphère d'influence qui était impartie à l'ancienne Union Soviétique, a de quoi inquiéter l'impérialisme américain, plus que jamais premier garant de l'ordre mondial, de son aberration et de son injustice fondamentales.

La guerre froide n'a peutêtre plus de raison d'être, par effacement de l'un des protagonistes, mais la guerre, tantôt larvée, tantôt ouverte, que les nantis, les capitalistes mènent aux pauvres, aux exploités, elle, continue. En tout cas, tant que subsiste un système capitaliste que la disparition de l'URSS n'a en rien rendu moins odieux et moins agressif.

P. L.

Arménie-Azerbaidjan:

Le 31 janvier les troupes de l'Azerbaïdjan ont lancé une attaque en vue de récupérer quelques villages du Karabakh. L'affaire a fait des dizaines de victimes. On se bat maintenant avec de l'artillerie, de l'aviation, et des hélicoptères ont même été abattus. On est passé de la guérilla, qui dure depuis des années, aux débuts d'une véritable guerre, limitée pour le moment à l'Azerbaïdjan et à sa petite enclave arménienne du Karabakh. Mais on se demande s'il reste longtemps avant que le conflit ne s'étende aux deux pays euxmêmes, dont les frontières sont tellement imbriquées, l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Il y a quatre ans, c'est précisément à propos du Karabakh que l'Arménie était entrée en rébellion contre le pouvoir soviétique. L'Arménie exigeait que lui soit rattaché le Karabakh, qui avait alors le statut de territoire autonome à l'intérieur de la République

d'Azerbaïdjan. C'est que la prétendue autonomie n'était qu'une farce, et que les Arméniens du Karabakh ressentaient fortement l'oppression des dirigeants azéris.

L'URSS de Gorbatchev avait alors tenté de maintenir un semblant de statu quo. Elle avait expédié des troupes dans la région pour séparer les belligérants, sans parvenir à empêcher que les pogromes et la guérilla ne fassent, jusqu'à présent, déjà un millier de victimes.

Entre-temps, la rébellion arménienne contre le pouvoir central a fait école. Le séparatisme des Républiques a ébranlé l'URSS qui n'existe plus aujourd'hui. comme L'Arménie, l'Azerbaïdjan, comme la plupart des ex-Républiques de l'ex-URSS, sont devenues des Etats membres de la "Communauté des Etats Indépendants". Dans ce contexte, l'Azerbaïdjan a annoncé que le Karabakh faisait intégralement partie de son pays, pendant que les habitants du Karabakh orga-

URSS/GAMMA

Combattants arméniens nisaient un référendum qui proclamait l'indépendance de leur petit territoire. Seulement les troupes ex-soviétiques se sont retirées du Caucase, et plus rien ne sépare donc maintenant les Arméniens des Azéris... Les milieux nationalistes

l'Azerbaïdjan, poussent à la croisade pour prendre le contrôle du Karabakh, et le pouvoir, de crainte d'être dépassé, s'est donc lancé dans l'offensive, limitée pour le moment - ne seraitce que parce que l'armée azérie vient de naître et n'est pas vraiment prête. Mais l'Azerbaïdjan compte sept millions d'habitants et le Karabakh moins de 200 000 Arméniens. Le Karabakh a donc bien peu de chance... sauf, peut-être, si l'Arménie vole à son secours. Et comment les nationalistes arméniens resteraient-ils insensibles à la chute éventuelle du Karabakh en faveur duquel ils se mobilisent depuis des années ?

On s'achemine donc, tout "naturellement", par la logique du nationalisme, vers une véritable guerre dans le Sud-Caucase, alors que le Nord-Caucase connaît, lui, d'autres conflits, en Ossétie et en Tchétchéno-Ingouchie notamment.

Avec toutes les conséquences déstabilisatrices que cela pourrait avoir dans l'ensemble de l'ex-Union Soviétique.

André VICTOR

Afrique du Sud

Nelson Mandela, le président du Congrès National Africain (ANC), et De Klerk, le président du Conseil sud-africain, étaient à Paris le 3 février. Ils y ont reçu conjointement le prix Houphouët-Boigny 1992, sorte de prix Nobel de la paix de seconde catégorie, décerné par l'Unesco "pour leur contribution déterminante à la réconciliation des différentes composantes de la population d'Afrique du Sud"

Ni De Klerk ni Mandela n'ont paru le moins du monde gênés de recevoir ce prix au moment même où son promoteur, Houphouëtconception des plus restreintes de la démocratie ? On peut en douter. Mais sans doute ne saura-t-on jamais tous ces détails dans les townships sud-africains.

Pour Mandela, en revanche, comme d'ailleurs pour De Klerk, il s'agit de rassurer la "bonne société" mondiale, de convaincre en particulier les politiciens et investisseurs du monde capitaliste qu'à eux deux, ils sont de taille à garder l'Afrique du Sud bien en main et à la maintenir à sa place dans le marché capitaliste mondial.

Plus encore que lors des cérémonies pompeuses à Paris, tel est le message

DE KLERK ET MANDELA MAIN DANS LA MAIN.



En Afrique du Sud même, les dernières annonces, faites par De Klerk quant aux étapes futures du processus de négociation, pointent dans la même direction - celle d'un compromis entre la bourgeoisie blanche et l'appareil de l'ANC, qui laisserait sans doute une petite place aux aspirations de la petite bourgeoisie noire, mais aucune à celles de la population pauvre.

Pour l'instant, aucune réaction de la part de la classe ouvrière noire n'est encore venue se mettre en travers de ce processus apparemment bien huilé;

... POUR RASSURER LES INVESTISSEURS

Boigny, qui n'en finit pas de s'accrocher au pouvoir, apportait sa propre "contribution" à la répression des manifestations d'étudiants en Côte-d'Ivoire.

Les partisans de Mandela au sein de la classe ouvrière noire d'Afrique du Sud se sentiraient-ils aussi honorés de voir le nom de l'ANC mêlé à celui d'un dictateur, noir certes, mais dont les liens étroits et la servilité à l'égard de l'impérialisme sont plus que notoires, tout comme sa

Un événement récent

vient souligner les limites de

la "fin" de l'Apartheid, tant

célébrée ces derniers temps

dans la presse (encore que,

pourvu de tout équipement.

sanitaire ou d'électricité, à

quelques kilomètres de là, et

ce sont les autorités gouver-

nementales qui ont décidé de

les reloger à Bloubosrand.

qu'ils ont apporté la veille au "World Economic Forum", ce week-end de conférences qui, chaque année, réunit un millier de "décideurs" du monde capitaliste, à raison de quelque 70 000 F par tête, dans la très sélecte station de sports d'hiver suisse de Davos.

Mandela a expliqué à cette audience choisie que l'ANC "était prête à jeter les bases d'un climat économique et social qui permette d'assurer la confiance des investisseurs". Et

d'ajouter, pour dissiper toute crainte dans l'auditoire, que selon l'ANC, l'Afrique du Sud devra se doter "d'une économie mixte où l'Etat aura le poids qu'il a en Allemagne, en France ou en Italie". "Nous sommes partisans d'une économie de marché", a conclu Mandela, soulignant que le seul obstacle restant à une telle économie était l'obstination de ceux qui continuent à vouloir que 90% de la propriété industrielle restent entre les

mains de Blancs. Une façon pour Mandela de dire au passage qu'il n'a rien, absolument rien contre le système capitaliste mais que la bourgeoisie blanche doit laisser aussi la petite bourgeoisie noire d'Afrique du Sud réaliser ses aspirations à ramasser les miettes du gâteau.

Il n'y a rien de bien nouveau dans de telles déclarations. Cela fait quelque temps déjà que les représentants de l'ANC et ceux du gouvernement en place font ensemble, de facon plus ou moins publique, le tour des capitales occidentales et du monde des affaires, pour faire état de leur volonté commune de créer en Afrique du Sud un climat propice aux bonnes affaires pour les investisseurs potentiels. La petite séance de Davos tout comme le prix Houphouët-Boigny n'avaient d'autre but que de réaffirmer cette volonté en soulignant l'unité de vue de l'ANC et du pouvoir dans ce domaine.

mais cela ne veut pas dire que celle-ci se laissera spolier sans réagir. C'est bien la crainte des politiciens et des capitalistes des pays riches. Et c'est bien pourquoi Mandela et De Klerk en sont toujours, et sans doute encore pour quelque temps, à jouer les commis voyageurs de par le monde pour vanter les mérites et la fiabilité de leur politique.

François ROULEAU

L'Apartheid légal est (presque) mort RESTE L'APARTHEID SOCIAL

rappelons-le, le droit de vote pour les Noirs reste pour un Le porte-parole du comité avenir lointain). des résidents, dominé par des A Bloubosrand, une banlibéraux, a insisté devant la lieue résidentielle aisée de presse pour dire qu'il ne Johannesburg, des résidents s'agissait pas de racisme : blancs se sont mobilisés de-"Nous avons des familles inpuis le 30 janvier, creusant diennes et métis ici, et nous des tranchées et érigeant des les accueillons volontiers, de barricades qu'ils gardent même que nous sommes 24 h sur 24, pour empêcher prêts à accueillir toute famill'installation d'une cité d'urle noire qui achèterait un logence destinée à reloger 750 gement. Mais il s'agit de tout familles de squatters noirs. autre chose. Nous ne pou-Ceux-ci occupaient depuis vons tolérer qu'on nous vole des mois le camp de ainsi d'un seul coup tout Zevenfontein, un terrain dénotre capital"

> Car c'est bien cela la crainte de ces résidents, même si ce n'est sans doute pas la seule, que si la pauvreté fait peur en France, elle fait encore plus peur dans un

pays comme l'Afrique du dents en colère valent au- de milliers de francs, une co-Sud. Les maisons de ces rési- jourd'hui plusieurs centaines

quette somme en Afrique du

Sud. Et ils ont peur, sans doute à juste titre, que la seule présence d'une cité d'urgence, en bordure de leurs belles résidences, ne fasse dégringoler la valeur de leur patrimoine...

De telles réactions, bien que sans doute moins déterminées, on en voit également en France. Mais à Johannesburg seul, il y a deux millions et demi de Noirs qui vivent dans les mêmes conditions que ceux de Zevenfontein. Même une fois disparus les interdits de l'Apartheid légal, il reste encore des interdits bien plus solides, basés sur des préjugés sociaux et plus encore sur les intérêts matériels de ceux qui possèdent juste assez pour croire qu'ils ont quelque chose à perdre.



Afrique

Côte d'Ivoire

Le président de la Côte-d'Ivoire, Houphouët-Boigny, la veille même de son départ pour Paris en vue de la cérémonie de remise du prix qui porte son nom, venait de faire annoncer par un court communiqué à la télévision de son pays la décision de fermer pour deux jours - pendant son absence ? - l'université d'Abidjan.

On n'est jamais assez précautionneux dans la recherche de la paix... chez

soi.

LA DÉMOCRATIE



La fronde a repris, en effet, dans les milieux étudiants et lycéens en Côted'Ivoire.

L'étincelle a été précisément l'attitude de Houphouët-Boigny en réaction aux conclusions d'une commission d'enquête nommée à la suite des exactions commises par l'armée en mai dernier dans le cadre de l'université d'Abidjan.

A l'époque, dans la nuit du 17 au 18 mai 1991, les militaires étaient violemment intervenus dans une cité universitaire, et la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte-d'Ivoire avait affirmé qu'il y avait eu plusieurs morts et dis-

parus. Dans ses conclusions, rendues publiques le 29 janvier, la commission d'enquête ne reconnaît pas cela. Mais, décrivant un certain nombre de matraquages et de sévices infligés à des étudiants et citant trois cas de viols de jeunes filles par les "bérets rouges", elle met en cause l'initiative et la responsabilité personnelle du chef d'état-major de l'armée, le général Robert Gueï, et recommande "instamment une prise de sanction".

A quoi Houphouët-Boigny aurait sèchement répondu en déclarant : "Je ne prendrai aucune sanction, il (le général) a fait son devoir, c'est le

meilleur actuellement dans le pays".

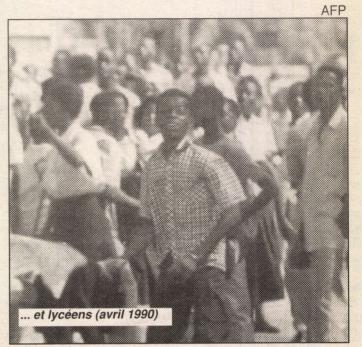
Dès le lendemain, le 30 janvier, ainsi que le vendredi 31, des centaines d'étudiants ont saccagé des locaux et incendié des véhicules sur le campus universitaire. La Fédération Estudiantine et Scolaire, qui est en principe dissoute par le gouvernement et qui est proche des mouvements d'opposition, a lancé une grève du 3 au 8 février, et a appelé à une manifestation le mercredi 5. Le plus important des partis d'opposition, le Front Populaire Ivoirien (FPI) et son dirigeant, Laurent Gbagbo, ont pour leur part appelé à manifester mardi 4. Les autres

partis d'opposition protestent eux aussi, réclament des sanctions, voire la démission du gouvernement.

La Côte-d'Ivoire est présentée comme le pays d'Afrique noire (mis à part le cas du Sénégal où une façade parlementaire existe de plus longue date) où l'instauration du multipartisme et l'organisation d'élections pluralistes à la fin de l'année 1990, à la suite des émeutes du mois de mars, auraient été une réussite sur la voie de la démocratisation du régime.

Le fait est que, pour les nantis ivoiriens et leurs bailleurs de fonds occidentaux, face à la situation économique catastrophique, "l'Etat ne s'est pas effondré et les structures ont tenu", comme écrivent les journalistes du magazine Jeune Afrique, qui ont le culot d'ajouter que la démocratie n'y est "ni parfaite, ni totale, mais a le mérite d'exister". Car il leur suffit sans

D'HOUPHOUET



doute que l'opposition soit représentée au Parlement (même si c'est tout à fait symboliquement) et que la presse puisse critiquer le parti ex-unique d'Houphouët : ce qui a surtout, en fait, le mérite

d'ouvrir peut-être quelques possibilités de carrière et de pouvoir à des jeunes loups avides de déloger les vieux apparatchiks en place depuis des lustres afin de mieux participer au partage du gâteau.

Car tel est l'unique objectif de cette opposition désormais autorisée, face à un Houphouët qui se pose en dernier rempart contre le chaos. Mais, pour le reste, on voit les limites extrê-

mement étroites de cette "démocratie": alors même que la classe ouvrière et les masses populaires ont jusque-là, globalement, pris leur mal en patience malgré l'aggravation catastrophique de leurs conditions de vie déjà misérables, et ne sont pas - ou pas encore - entrées sur la voie d'une révolte massive, il suffit d'une agitation dans les milieux de la jeunesse scolarisée pour qu'aussitôt l'armée se livre à des expéditions punitives brutales, et se retrouve couverte par le vieux despote Houphouët en person-

Christiane LE GUERN

Une Côted'Ivoire en béton

Houphouët est persona grata dans les milieux officiels à Paris. Il s'est envolé d'Abidjan à bord d'un Concorde d'Air France affrété spécialement, et il a été reçu à déjeuner par Mitterrand. C'est un bon ami de "la France".

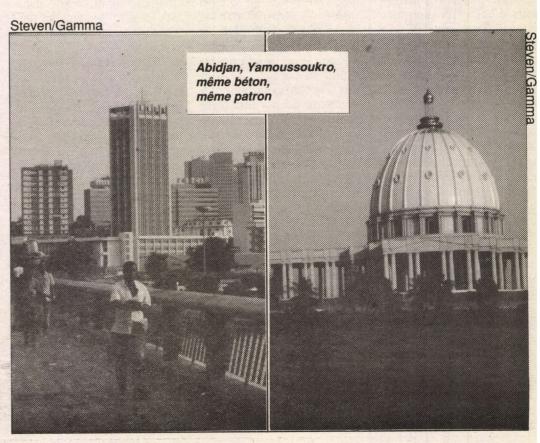
En tout cas, c'est apparemment un bon ami de Martin Bouygues. Le groupe du même nom est implanté en Côte-d'Ivoire depuis des décennies, il a construit une bonne partie des tours d'Abidjan et des

Houphouët est persona ata dans les milieux ficiels à Paris. Il s'est volé d'Abidjan à bord installations de la capitale de prestige, Yamassoukro. Il y gère aussi, depuis 1960, la distribution de l'eau, via sa filiale la Saur.

Mais c'est aussi un grand bénéficiaire des plans de privatisations qui sont à l'ordre du jour dans le pays, en particulier, il y a repris la distribution de l'électricité depuis la priva-tisation de la compagnie d'Etat en 1990, et y fait déjà des bénéfices à ce titre.

Il faut préciser que c'est l'Etat ivoirien qui a conservé la charge des investissements, particulier celle de la réhabilitation des centrales électriques délabrées - sans négliger le fait que l'Etat intervient français massivement l'intermédiaire d'EDF et de la Caisse centrale de coopération économique. Bouygues se contente de gérer la distribution, c'est-àdire de couper le courant aux mauvais payeurs (aux petits seulement, bien entendu), et d'empocher les bénéfices, tout ça avec un minimum de mise de fonds.

Il convoite maintenant le secteur des téléphones, paraît-il...



Renault Siège Social Boulogne-Billancourt (92)

Elections des délégués du personnel

UN RÉSULTAT TRES ENCADRÉ

Depuis deux ans, au siège social Renault, des camarades de notre tendance animaient une équipe de délégués libres qui se faisaient élire au 2e tour des élections de délégués du personnel.

Mais pour cela, il leur fallait vaincre le barrage du premier tour. En effet, la loi ne prévoit un deuxième tour que si le quorum (50 % des inscrits) n'est pas atteint au premier tour où seuls les syndicats dits représentatifs peuvent proposer des candidatures. Par deux fois, en 1990 et 1991, l'équipe des délégués libres avait appelé à l'abstention et le quorum n'avait pas été atteint. Au deuxième tour, la liste des candidats libres avait recueilli 14 % des exprimés en 1990 (4 délégués titulaires et suppléants) et 15 % en 1991 (6 délégués).

Mais cette année, malgré leur appel à l'abstention ou au vote blanc ou nul, le quorum a été atteint à 39 voix près. Plus encore qu'en 1991, la direction a incité ses cadres à aller voter. Et ces cadres, qui n'avaient jamais manifesté auparavant d'intérêt pour les élections DP, se sont sentis soudain pris d'une irrésistible envie de voter pour empêcher la liste des candidats libres de se présenter.

Il faut dire que l'action de cette équipe de délégués libres, durant ces deux années, n'a pas été du goût de la direction. En effet, cette équipe était toujours au premier rang au siège social pour dénoncer la politique de compression de personnel, d'augmentation de la charge de travail, de bas salaires, bref l'ensemble de la politique des patrons de Renault.

En revanche, si elle ne plaît pas à la direction, elle a rencontré un écho favorable auprès d'un nombre grandissant d'employés du siège. C'est ce que montre, au-delà du nombre toujours massif d'abstentions, la progression régulière du nombre de votes blancs et

nuls: de 113 en 1990, il sont passés à 222 en 1991 et à 313 ce 30 janvier 1992.

Le quorum étant atteint cette année grâce à la mobilisation des cadres, de nombreux employés du siège vont se voir privés de la représentation qu'ils voulaient avoir.

Il ne faut pas que cette volonté de se faire représenter par des délégués intègres, dévoués au monde du travail et indépendants visà-vis de la direction, soit bâillonnée et réduite au silence comme le voudrait la direction. Et c'est d'ailleurs la conclusion du tract de l'équipe des délégués libres rendant compte du vote du 30 janvier :

"Nous tenons à dire à tous que la mobilisation des cadres pour nous écarter ne nous fera pas baisser les bi as. Les idées que nous avons défendues, la volonté de résister aux attaques des patrons, nous les avons toujours. Notre équipe de délégués libres saura trouver avec vous les moyens de

Correspondant LO

Résultats globaux des 1er tours 1990-1991-1992

1er TOURS	INSCRITS	VOTANTS	ABSTENT.	BLANCS ET NULS	EXPRIMES	QUORUM
DP 1990	3 660	1 860	1 800	113	1 747	- 83
DP 1991	3 723	2 026	1 697	222	1 804	- 58
DP 1992	3 638	2 171	1 457	313	1 858	+ 39

Résultats du 30 janvier 1992

LISTES	CGT	CFDT	FO/CFTC	CGC
NOMBRE DE VOIX 1992	362	451	297	748
VARIATION / 1991	+ 17 VOIX	- 51 VOIX	+7 VOIX	+ 117 VOIX

Renault-Flins (78)

LES ENJEUX DU NOUVEAU "PLAN SOCIAL"

Depuis maintenant 10 uns, à Flins, les différents 'plans sociaux" qui ont accompagné les diminuions d'effectifs comporaient le départ en FNE (dit 'pré-retraite") à 55 ans.

C'est le seul aspect qui le soulève pas l'hostilité des ravailleurs, dans cette opéation de grande envergure ui a fait passer l'effectif de usine de 22 500 personnes moins de 9 000 actuellenent. Comme dans le nême temps, depuis pratiuement 10 ans, il n'y a eu ue quelques dizaines 'embauches au total, l'âge noyen de l'usine, malgré es départs FNE, est en onstante augmentation plus de 47 ans aujour-'hui). On comprend facileient que tous les ans, en ébut d'année, la préoccuation principale d'un bon ombre de travailleurs soit e savoir si les départs à 55 is continuent ou pas.

Et dans le cadre du prot gouvernemental pour remettre en cause le financement des retraites, il y a tous les ans des marchandages entre Renault (qui est intéressé à voir partir les plus âgés), les ASSEDIC et le gouvernement. Cette année, tous ces gens-là, syndicats compris, se sont mis d'accord pour présenter la chose avec une telle confusion que personne ne sait exactement ce que contient le plan social 1992.

La seule chose certaine est qu'une partie des 55 ans va partir cette année; mais d'autres ne partiraient qu'à condition de faire un an de plus à mi-temps; en échange de quoi Renault embaucherait 200 jeunes, en priorité des quartiers de la région, où la "violence des banlieues" s'est développée ces derniers temps: le Val-Fourré à Mantes et les cités des Mureaux...

En réalité, patrons et gouvernement font le calcul que, s'il n'y a pas de réaction à cette annonce, une partie des FNE partiront à 56 ans, en ayant travaillé un an à mi-temps. De cette manière serait enterré dans les têtes le départ à 55 ans quasi-automatique qui prévalait jusqu'alors.

En revanche, s'il y a des réactions de la part des travailleurs, l'année à mitemps pourrait se transformer en 6 mois de travail, 6 mois de congés. Et si l'on applique cela à ceux qui auront 55 ans dans les 6 premiers mois de l'année, chacun partirait quand même dans sa 55e année. Ce serait un moyen de reculer sans en avoir l'air.

Toute la question est de savoir s'il y aura des réactions ou pas à cette tentative de remise en cause des départs à 55 ans. En fait pour le moment, en raison même du flou qui entoure ces mesures, beaucoup de travailleurs concernés n'ont pas encore saisi le contenu des mesures...

Correspondant LO

Alcatel Laval (Mayenne)

LES MENACES D'UN PRÉSIDENT DESTRUCTEUR GÉNÉRAL

Le PDG d'Alcatel Radiotéléphone envoyé une lettre à tous les salariés du centre de Laval dans laquelle il écrit : "Les événements récents, inacceptables au regard de la loi pour le personnel et la société, sont en train de dégrader l'image de sérieux que vous aviez mis des années à acquérir, et les comportements actuels peuvent laisser planer un doute sur les possibilités du centre à l'avenir".

Que vaut aux salariés de Laval cette diatribe sur les "événements inacceptables": les 246 suppressions d'emploi sur ce centre, qui représentent une véritable calamité pour eux et pour toute la population de la région ? Non pas. Le PDG (traduisez par : "président destructeur général") s'en prend aux réactions de défense des salariés.

En effet, lors de l'ultime réunion du Comité d'entreprise prévue par la procédure officielle, la direction confirmait les licenciements. Le lendemain 28 janvier, le personnel réuni en assemblée générale votait le blocage des entréessorties du matériel... ainsi que celles du directeur, du chef du personnel et des deux cadres qui, en réunion de CE, avaient voté pour le plan de la direction.

Trois jours plus tard, en réponse à la convocation des délégués par le tribunal de référés pour faire lever les piquets, le personnel décidait la grève totale et le blocage des portes; qui ont été suspendus mardi 4 février, le temps d'une nouvelle réunion avec la direction.

On en est là à l'heure où nous écrivons. Le chantage du patron sur "l'avenir du centre" ne passe visiblement pas. Car s'il y a des événements récents inacceptables, ce sont bien les suppressions d'emplois des salariés, qui ont fait vivre le centre de Laval depuis 20 ans.

Correspondant LO

HORAIRES 4 X 10... ET CHÔMAGE PARTIEL!

L'insupportable système des 4X10 continue chez Talbot à Poissy. Pour tous les travailleurs qui subissent ces conditions de travail ignobles, il y a toujours l'espoir que les 4x10 ne dureront pas, d'autant plus que la direction n'a pas réussi à atteindre l'objectif qu'elle présentait comme une nécessité: passer de 1200 à 1500 voitures/jour. Mais il faut bien

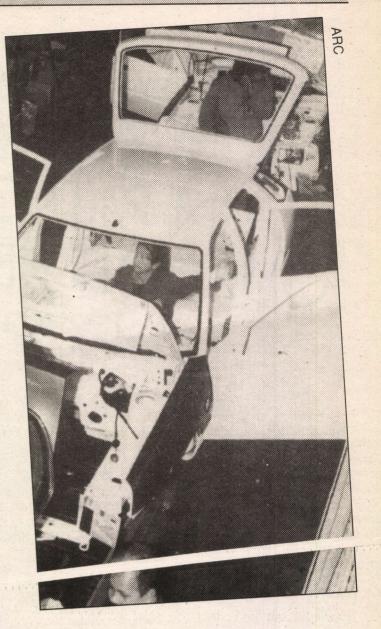
reconnaître que rien n'indique ni ne permet de supposer que la direction envisage de revenir en arrière sur les 4x10.

En réalité, mis à part pendant quelques semaines au début, les 1500 voitures/jour n'ont jamais été atteintes. Car il ne suffit pas d'allonger la journée de travail pour obtenir plus. Le rejet des 4x10 par les ouvriers et la fatigue ont, dès le début, eu pour conséquence l'envoi d'un nombre important de voitures en retouche. Au point que la direction a dû organiser des séances de travail supplémentaires certains week-ends et jours fériés pour réduire le stock.

Aujourd'hui, nous tournons à environ 1400 voitures/jour. Pour nous, c'est encore trop. Mais il semble que ce soit aussi trop pour le "marché", car voilà que, lors du Comité d'entreprise du 24 janvier, la direction a décrété des journées de chômage partiel : après le 31 janvier, deux jours en février, les vendredi 7 et 28; et les 5 et 6 mars, un jeudi et un vendredi, déclarés pour le moment jours prévisionnels.

Ces journées chômées sont indemnisées à 50 %. C'est du vol. Mais le rejet des 4x10 est tel que nombre d'entre nous préfèrent perdre une journée de salaire par mois et gagner deux jours de repos. Car rien ne nous fera changer d'avis : quel que soit le nombre de voitures à sortir, il faut mettre fin aux 4x10.

Correspondant LO



Norton La Courneuve (93)

UN PROJET D'HORAIRES À METTRE AU REBUT

Après avoir tenté par tous les moyens de réduire au maximum les temps morts, la direction de Norton, à La Courneuve, vient de faire une nouvelle tentative en essayant de faire accepter la journée continue aux ouvriers en équipe.

Autrement dit, elle a proposé, sans rire, de travailler... sans manger! Avec, disaitelle toujours sans rire, la possibilité de prendre son repas après la journée de travail! Merci...

Actuellement, les ouvriers en équipe travaillent du lundi au mercredi de 6 h à 14 h et de 14 h à 22 h, et le jeudi et le vendredi de 6 h à 13 h 30 et de 13 h 30 à 21 h. Le temps de présence à l'usine est de 39 heures par semaine, la pause repas de 3/4 d'heure est considérée comme du temps de travail et payée, et la journée est également coupée par une pause d'un quart d'heure dans chacune des équipes.

Avec sa proposition de journée continue, la direction avait deux objectifs: "rentabiliser" les journées du jeudi et du vendredi, et diminuer les temps morts liés à la prise du repas... C'est clair. L'horaire proposé par la direction devenait le suivant : du lundi au jeudi, de 6 h à 13 h 30 et de 13 h 30 à 21 h, le vendredi de 6 h à 12 h 30 et de 12 h 30 à 19 h. Le temps de présence à l'u ine n'est plus, avec ce systeme, que du temps de travail et il ne subsiste à l'intérieur de la journée de travai qu'une pause d'un quart d'h :re.

Comme ce e proposition est contraire à la Convention collective qu. prévoit 1/2 h de pause obligatoire au bout de 6 h de travail, la direction doit avoir l'accord de la majorité du personnel pour mettre son projet en application. Après une tentative infructueuse d'obtenir l'accord des syndicats (seule la CGC, qui n'est pas concernée par le travail en quipe - à part quelques chets d'equipe, dont certains sont contre était d'accord). la direction a informé les travailleurs qu'elle ferait un référendum.

Les travailleurs de Norton n'ont pas attendu que la direction les "sonde", ils ont signé massivement une pétition contre la journée continue, et ont débrayé le jour où elle a été remise à la direction. Il n'est pas question pour eux de travailler sans manger, à des postes pénibles où les accidents du travail sont frequents, où les conditions de travail sont, à

certains postes, dignes du 19e siècle.

Ils l'ont fait savoir haut et

te à organiser son référendum le 6 février 1992.

pression... Mais même avec isoloirs et urnes scellées, le

résultat est couru d'avance : un non franc et massif à ce

Correspondant LO

LES DÉLOCALISATIONS

UN DÉMÉNAGEMENT

Il semble qu'à l'approche des élections régionales le gouvernement ait choisi de donner un nouveau coup d'accélérateur à la mise en application du programme dit de "délocalisations" de certains secteurs de l'administration.

Ces plans ne sont pas nouveaux. On en parlait déjà depuis longtemps quand, en juillet 1990, Michel Rocard demanda officiellement aux différentes administrations de fournir au gouvernement des projets de délocalisations qui devraient atteindre le chiffre global de 15.000 emplois. Mais celui-ci n'ayant visiblement eu guère envie de secouer la résistance passive des autorités concernées, il fallut attendre son successeur, Edith Cresson, pour que le plan reçoive un nouveau coup de pouce. annoncé un second train de C'est ainsi qu'en septembre 1991 celle-ci avait déclaré que 30 000 emplois devraient quitter Paris avant l'an 2000, en même temps qu'elle annonçait, petit bout par petit bout, les déménagements décidés.

passant par nombre de grandes écoles, de services administratifs, de centres de recherches, d'annexes de ministères et d'institutions diverses, des milliers de fonctionnaires apprirent donc qu'ils étaient invités à partir les uns à Toulouse, les autres à Bordeaux, d'autres à Thionville, Nevers et bien d'autres villes. Devant la montée des mécontentements, Edith Cresson a mis sur la touche quelques projets; mais fin janvier, elle a

délocalisations qu'elle a pris tout de même soin d'enrober d'une sorte de plan social, prévoyant une indemnité pour les volontaires pouvant aller de 50 000 F à un maximoment la grogne continue dans les secteurs mutés.

Le gouvernement pouvait peut-être espérer que l'impopularité de ses mesures parmi les fonctionnaires de la région parisienne lui vaudrait un peu de crédit dans les régions. Mais là encore, si au terme de tractations souvent âpres entre l'Etat et les régions, le saupoudrage d'institutions publiques diverses contribue au transfert de quelques centaines d'emplois vers les différentes ré-

tuer, même de façon partielle une "correction des grands déséquilibres régionaux avec une attention particulière pour les villes movennes et celles touchées mum de 110 000 F dans le par le chômage" comme n'a cas où le conjoint perdrait pas craint de l'affirmer le De l'ENA à la SEITA en son emploi. Mais pour le Premier ministre. Une affirmation qui ne manque pas d'audace à un moment où le gouvernement et le patronat continuent de multiplier les plans de suppressions d'emplois qui pour le seul groupe Usinor Sacilor pourraient atteindre le chiffre de 8000 d'ici 1994. Sans compter qu'au terme de tous ces transferts, il y a fort à parier que les effectifs des administrations aujourd'hui délocalisées auront été largement dégraissés.

gions, il est loin de consti-

Henriette MAUTHEY

Dans les entreprises

ELM Leblanc Drancy-Bobigny (93)

UN PATRON QUI DOIT REVOIR SA COPIE

L'usine ELM Leblanc, à Drancy, qui fabrique les chaudières murales à gaz du même nom, n'est pas connue que pour ses chaudières. En Seine-Saint-Denis, elle est aussi

réputée pour etre une le boîte". D'ailleurs, dans l'usine, c'est le défilé de jeunes du coin qui restent quelques heures ou quelques semaines... avant de prendre la poudre d'escampette quand ils ont compris de quoi il retournait!

Dans cette usine, on est peut-être écrasé par le boulot, mais on ne l'est sûrement pas par les salaires ou le "social" de la direction; jamais elle ne fait cadeau d'un pont; les bons de sortie, c'est à la tête du client : quant au Comité d'entreprise, n'a tout simplement pas de budget social...

C'est pourtant cette même direction si radine qui vient de reculer devant le mécontentement des ouvriers.

Au cours du Comité d'entreprise du mois de décembre 1991, elle avait annoncé que, pour cause d'inventaire, elle fermerait l'usine deux jours, les 29 et 30 juin. Bien sûr, pas question pour elle de faire une fleur aux ouvriers et de les payer à la maison, ne serait-ce - iournée! Il qu'une demi-jou.

fallait, avait-elle décidé, récupérer les deux jours, soit quatre vendredis après-midi à travailler (à l'usine, le travail se fait normalement du lundi au vendredi 11 h 45).

Dès l'annonce de ces 4 récupérations, ce fut le mécontentement, surtout que la direction venait de refuser des récupérations demandées par les ouvriers pour prolonger les vacances de fin d'année.

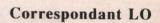
Des pétitions ont rapidement circulé, prises en charge non seulement par les délégués CGT, mais aussi par des ouvriers non syndiqués.

Une intersyndicale rencontra le patron, mais surtout deux réunions d'information ont rassemblé les ouvriers en grand nombre; surtout à l'atelier de Repiquet à Bobigny où la moitié du bâtiment participa. La pétition fut signée devant la cantine où trois prises de parole invitèrent les ouvriers à accompagner les délégués pour la porter au

Résultat, à la réunion délégués du personnel de janvier, la direction finit par annoncer qu'elle avait trouvé une autre façon de faire l'inventaire et qu'au lieu de

quatre récupérations, il n'y en aurait qu'une.

Ce recul a évidemment satisfait la majorité de l'usine, y compris naturellement ceux qui ne voulaient pas signer la pétition en pensant que la direction ne changerait jamais d'avis! Mais même ce patron, qui se flatte d'être "à poigne", face à des ouvriers mécontents et surtout qui l'ont fait savoir, a vien dû revoir sa copie.



Rhône-Poulenc Propharm Saint-Genis-Laval (Rhône)

LE MOIS DE GRÈVE DE SIX EMPLOYÉS EN COLÈRE

Genis-Laval, dans la banlieue lyonnaise, qui fabrique les produits pharmaceutiques de la marque Spécia, les six employés de la comptabilité sont en grève depuis le 30 décembre 1991.

Depuis plusieurs années, Rhône-Poulenc-Propharm diminue le personnel; ainsi à Saint-Genis-Laval nous sommes passés de 360 à 319 en un

A la Comptabilité, deux personnes sont parties en

pré-retraite en juin 1991 et A l'usine de Saint- la direction fait faire leur travail par ceux qui restent, ce qui exige une plus grande polyvalence. Des employés voulaient avoir leur mot à dire sur la nouvelle organisation du service et demandaient une augmentation de salaire et un déroulement de carrière qui correspondent aux nouvelles responsabilités. Et ceci d'autant plus que, dans ce service, les classifications n'ont pas bougé depuis douze ans. Lassés du mutisme de la direction depuis les départs, ils se sont

mis en grève.

Depuis le début de celle-ci ils n'apprennent que des mauvaises nouvelles : le chef de service part en retraite en juin 1992 et ils écopent de son travail. En plus la direction a le culot d'annoncer qu'elle prévoit des mutations supplémentaires en juin 1992 et juin 1993. Elle s'était bien gardée d'en parler et espérait sans doute profiter des congés pour faire passer ses mauvais coups.

Ces "informations" n'ont pas découragé les grévistes, au contraire. D'autant plus que le mé-

contentement n'existe pas seulement à la Comptabilité. En réalité les problèmes sont les mêmes dans toute

Alors début janvier, quand la direction a annoncé que sur la prime d'intéressement de 4 000 F environ, elle ne verserait que 800 F au lieu des 2 000 F que tout le monde attendait (ce qui se faisait auparavant), elle a provoqué plusieurs délégations importantes dans ses bureaux.

L'agitation (délégations sur le temps de travail, distributions de tracts dans les ateliers) s'est poursuivie jusqu'au 16 janvier. La direction a fait alors savoir que ceux qui le voulaient pouvaient toucher une grande partie de leur prime

immédiatement, il faut croire qu'elle comprend beaucoup mieux lorsqu'on parle nombreux et en colère. Les six grévistes de la Comptabilité, forts de ce premier recul, ont gardé le moral et poursuivi leur grève totale. La direction a annoncé que deux d'entre eux allaient changer de coefficient, soit une augmentation de 500 F par mois. Mais tous les six veulent une augmentation pour tous et ils n'en démordent pas.

Le 23 janvier, la direction a reculé encore un peu en proposant pour les autres une augmentation de 300 F mais en voulant y mettre une condition vraiment scandaleuse : c'est qu'un des six accepte une mutation en juin 1992

Pour les grévistes, c'était évidemment inacceptable.

Par la suite, la direction a maintenu que les 300 F sont de toute façon acquis pour ceux qui resteront dans le service. Au 1er février la situation en est là. Nous réclamons pour reprendre le travail un changement de coefficient, 500 F d'augmentation pour tous et le paiement des heures de grève.

Lundi 3 février, les grévistes devaient tenir une conférence de presse. Dans l'entreprise, ils ont le soutien des ouvriers et des employés, une collecte de soutien a déjà rapporté plus de 5 000 F.

Correspondant LO

FETE DE LUTTE OUVRIERE A CREIL

Samedi 8 février à partir de 16 h 30 Salle Georges-Brassens à Villers-Saint-Paul

Dans les entreprises

Hôpitaux de Clermont-Ferrand

DES CREDITS POUR L'INAUGURATION ET CEINTURE POUR LE RESTE!

Lundi 3 février, à Clermont-Ferrand, environ trois cents hospitaliers se sont rassemblés devant l'administration centrale de l'hôpital Gabriel-Montpied, lors de la venue de Quilliot et de Charasse qui inauguraient le début des travaux d'extension du CHRU.

Les syndicats CGT, CFDT et FO avaient appelé à faire grève pour dénoncer la situation des hôpitaux clermontois. Les travaux d'agrandissement prévus vont certes concentrer des services jusque-là dispersés en ville; mais cela ne créera pas de lits supplémentaires, puisque parallèlement, deux établissements du CHU seront fermés.

contrats n'ont pas été renouvelés en 1991, et une centaine d'emplois restent menacés pour 1992. Motif: les restrictions budgétaires, malgré les rallonges que Quilliot et Charasse se vantent d'avoir obtenues. Et comme partout, les conditions de travail sont difficiles, avec des congés maladie ou de maternité non remplacés et des sous-effectifs

Il y avait de quoi montrer notre mécontentement, d'autant plus que la pose d'une malheureuse pierre inaugurale a entraîné, d'après les estimations des syndicats, une dépense d'une cinquantaine de "briques"!

Car la direction avait prévu Quant aux effectifs, 57 les choses en grand : les ambulances restaient dehors pendant que le hangar était aménagé en salon d'accueil avec musique, moquette, montage vidéo et une table imposante pour plusieurs centaines d'invités, sans oublier petits fours et champagne.

Ces messieurs de la direction ont refusé de recevoir les syndicats et se sont contentés d'une déclaration à la presse faite à huis-clos.

Selon eux, tout va très bien, et les travailleurs n'ont aucun motif de se plaindre!

En tout cas, à voir la tête des Quilliot et Charasse, nous n'étions pas mécontents d'être venus leur dire ce que nous pensions d'eux.

Correspondant LO

Alsthom (Saint-Ouen)

LA SOLIDARITÉ OUVRIERE, **CA EXISTE**

A l'usine Alsthom de Saint-Ouen, fin janvier, les travailleurs de deux secteurs différents ont montré à deux occasions au patron qu'ils savent encore ce que les mots de solidarité ouvrière veulent dire.

Et une embauche, une!

Un ouvrier du Montage bobine avait d'abord été embauché comme intérimaire. La maîtrise satisfaite de son travail voulait l'embaucher; ce fut fait, mais en contrat à durée déterminée. A la fin de son contrat notre camarade apprenait qu'on ne le garderait pas.

L'indignation dans l'équipe se répandit alors. Une première délégation d'ouvriers du secteur se heurtant à une réponse négative, cela s'est transformé en colère. Les ouvriers se virent au changement d'équipe, et la direction mesura le climat. A-telle craint la grève ? Le lendemain, à la demi-heure d'information patronale, le ton avait changé et c'est le sous-directeur en personne qui vint à la réunion, affirmer que ce serait une erreur de ne pas embaucher notre camarade, faisant l'éloge de ses qualités, etc.

Et un licenciement de moins, un!

Dans un autre secteur, la direction avait décidé de licencier une travailleuse qui avait 20 ans d'ancienneté. Cette travailleuse en effet, en pleine dépression nerveuse, s'était arrêtée sans envoyer son arrêt de travail, ce qui lui était déjà arrivé précédemment. Au lieu de demander au service social de se

renseigner, la direction a déclenché tout de suite la procédure de licenciement.

Dès que cela s'est su, ceux qui la connaissaient ont été indignés, disant qu'à 46 ans et malade elle ne retrouverait pas de travail et que de toute façon, vingt ans d'un travail d'OS à l'usine. ce n'était pas fait pour arranger les nerfs. Une pétition a circulé et 80 camarades du secteur sont allés la porter au chef d'établis-

Celui-ci a compris que pour ce qui était de faire un exemple, il avait fait un exemple... de solidarité entre travailleurs. Notre camarade n'a pas été licenciée, la direction lui infligeant malgré tout cinq jours de mise à pied.

La direction de l'usine avait dans l'idée de resserrer la vis... c'est raté!

Correspondant LO

QUE LE GOLFE PAYE!

Un an après la guerre du Golfe, les entreprises françaises occupent toujours une position marginale dans la reconstruction du Koweit. C'était bien la peine d'y envoyer un corps d'armée pendant la guerre, et les démineurs après!

Bérégovoy est donc parti au Koweït tenter son opération "Bouclier du Trésor". Il a mendié pour que les Koweïtiens veuillent bien investir en France, et il est revenu avec la promesse de création, à Paris, d'une société koweïtienne d'investissements qui bénéficiera de dégrèvements fiscaux. Il est prévu en outre que les riches Koweïtiens résidant en France, à condition toutefois qu'ils y investissent, soient aussi exonérés de l'impôt sur les grandes fortunes. Mesure qui s'applique déjà aux résidents de l'Arabie Séoudite et du Qatar. On l'ignorait, mais la France est un "paradis fiscal' pour certains...

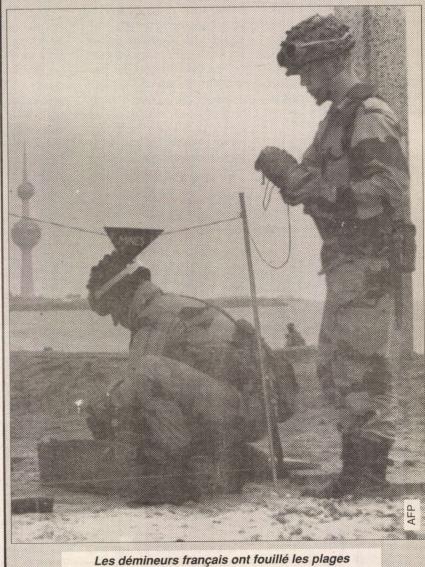
Cependant les investissements koweïtiens, cela ne suffit pas. Il faudrait encore que la France parvienne à vendre quelque chose au Koweït, malgré l'omniprésence américaine, en particulier du matériel pétrolier, de télécommunication ou de l'armement. Et pour décider les industriels et financiers français hésitants, les banques françaises doivent ouvrir une "ligne de crédit" de 5 milliards de francs, dans lesquels ils pourront emprunter. Et pour que cela soit du sûr et du solide, la Coface, cette assurance d'Etat, garantira l'opération.

La Coface donne la garantie de l'Etat - donc du contribuable - lorsqu'il s'agit de placements "à risques". Le Koweït serait-il "à risques" en ce moment?

La dernière fois que la Coface a défrayé la chronique, c'était à propos des investissements français en Irak. Il y a eu des milliards engloutis dans des installations aujourd'hui détruites par la guerre, et qui n'ont jamais été payées... sauf par les contribuables français!

Alors dans cette société où l'on ne parle que de la supériorité du privé et du libéralisme, vivement qu'on privatise la Coface! Que les patrons se garantissent donc eux-mêmes, s'ils l'osent...

A. V.



et maintenant Bérégovoy et les hommes d'affaires ratissent le pays pour y trouver de l'argent !

William Saurin (Lagny 77)

LE GROUPE SAINT-LOUIS MET DES TRAVAILLEURS À LA RUE ... ET SPÉCULE EN BOURSE

A l'usine William Saurin de Lagny, comme dans beaucoup d'autres entreprises, la direction a décidé de supprimer des emplois. Elle a élaboré ce qu'elle appelle un "plan social", qui se traduit par 80 licenciements soi-disant

volontaires (sur un peu moins de 400 ouvriers).

Fin janvier, le directeur général a réuni tout le personnel par petits groupes pour nous expliquer la situation. C'est une tradition à l'usine. Auparavant, c'était le PDG en personne qui se déplaçait pour un one-man-show de trois quarts d'heure. Mais cette tâche devait être très dure et la direction a doublé le poste. Depuis trois ans, il y a un directeur général, connu pour avoir dirigé des suppressions d'effectifs dans le groupe de Bernard Tapie, qui remplace en fait le PDG partout et qui est naturellement chargé du spectacle. Mais le résultat est aussi lamentable qu'avant.

Il nous a expliqué que 1991 avait été une année

ENTREPRISE ...

très dure, que 1993 sera encore pire, et que 1992 était incertaine. Il a essayé de nous arracher quelques larmes en parlant de la concurrence déloyale que lui font ses autres collègues capitalistes. Bref, il nous a promis du travail en plus et des revenus en baisse.

Mais les suppressions d'emplois ne sont pas encore toutes effectives que déjà certains chefs voudraient nous faire faire le travail de deux personnes. Et que le directeur ose nous dire, comme quelque chose allant de soi, qu'en cas de nécessité, il embauchera des intérimaires pour un temps!

Quant aux salaires, qui sont déjà bien bas, puisqu'un OQ2 en Fabrication avec 5 ans d'ancienneté gagne à peu près 5 500 F net, il n'en a pas parlé du tout! Mais il a tenu à préciser qu'étant donné la dureté des temps, la prime d'intéressement en prendra un coup.

Mais cette période prétendument difficile n'a pas empêché le groupe Saint-Louis, auquel appartient William Saurin, de sortir un joli magot pour s'acheter plus de 13% du capital de Perrier, et de déclencher à ce propos une bataille boursière avec Nestlé.

Comme quoi quand les affaires vont, paraît-il, mal, qu'il n'y a plus un sou pour augmenter les ouvriers ou pour créer des emplois, le patron n'a visiblement aucun mal à trouver des milliards pour acheter une entreprise qui existe déjà... avant éventuellement d'y licencier pour rentabiliser l'acquisition

Correspondant LO

Etablissements Pieri Portes-lès-Valence (Drôme)

(Drôme) Les établissements Pieri, entreprise d'une vingtaine de personnes installée dans la zone artisanale de Portes-lès-Valence, au sud de l'entreprise.

la zone artisanale de Porteslès-Valence, au sud de Valence, qui conditionne de nombreux produits chimiques (acétone, trichloréthylène, térébenthine, alcali, javel, etc.) ont été partiellement détruits lors d'un incendie qui s'est déclaré dans la nuit du 23 au 24 janvier.

On comprendra les raisons de l'incendie, si l'on sait que le patron avait fait installer le chauffage au gaz (conduites et radiateurs) dans les ateliers de conditionnement, lors de la construction de l'entreprise. Mais, sous prétexte que ce chauffage ne serait pas suffisant, il n'a jamais ouvert les vannes d'arrivée du gaz; ce qui évidemment lui permettait de faire des économies. Depuis lors, le seul moyen de chauffage utilisé, en plein milieu d'une véritable bombe chimique en puissance, au vu et au su de tous, y compris du patron,

était constitué de boîtes de conserves remplies d'alcool à brûler!

Dans la nuit du 23 au 24 janvier donc, au cours d'une opération de mise en bouteilles d'essence de térébenthine, quelques gouttes sont tombées sur le chauffage de fortune. Ce fut l'accident. Le feu s'est répandu instantanément à tout l'atelier de conditionnement, contenant toute une gamme de produits inflammables. Les quelques extincteurs, jugés pourtant suffisants par

de multiples contrôles administratifs, se sont révélés totalement inefficaces vu l'ampleur du sinistre.

Quant aux pompiers de Valence et des environs, ils sont arrivés sur les lieux... sans mousse carbonique. Ils n'ont donc pu éteindre le feu d'origine chimique, mais ont évité le pire en projetant de l'eau sur des cuves de plusieurs mètres cubes remplies de produits chimiques. Au bout de deux heures, c'est, finalement, grâce à la mousse carbo-

nique récupérée à... Montélimar (ville située à une cinquantaine de kilomètres) que le sinistre a pu être circonscrit.

ON BOWBE CHIWIONE S

S'il n'y a eu fort heureusement aucun blessé, en revanche, la nappe phréatique dans laquelle les produits chimiques se sont infiltrés a été polluée, rendant impropres à la consommation de nombreux puits du voisinage. Une cinquantaine de riverains se sont d'ailleurs constitués en association de défense loi 1901 et demandent le départ de l'entreprise.

Quant à la mairie de Portes-lès-Valence, qui a pourtant délivré plusieurs permis de construire successifs permettant l'agrandissement de l'entreprise, elle avoue ne pas y avoir regardé de trop près...

Les salariés, eux, comptent bien imposer au patron, en plus évidemment d'un système de chauffage adéquat, de mettre en place des moyens de lutte efficaces contre l'incendie.

Collège République Bobigny (93)

Les enseignants du Collège République de Bobigny ont entamé la troisième semaine de leur grève commencée le 20 janvier. Une délégation de 8 élèves a été reçue et a fait savoir à l'inspecteur d'académie Effroy que les élèves sont solidaires de la grève des enseignants et que leurs revendications sont aussi les leurs, à savoir : pas de suppressions de postes et rempla-

cement immédiat des personnels manquants. Effroy ne s'attendait sans doute pas à ce que des élèves se manifestent, par téléphone ou directement par une délégation. Eh bien maintenant, il sait ce que tout le monde attend de lui et de ses supérieurs.

Le Collège République n'est d'ailleurs pas un cas à part. De nombreux autres établissements situés dans des banlieues ouvrières ont déjà manifesté leur colère contre la diminution des crédits et des effectifs. Et comment ne pas être choqué par cette scandaleuse politique d'austérité quand on voit les milliards dépensés pour financer la guerre du Golfe - pour ne prendre que cet exemple ?

que cet exemple?

Mercredi 29 janvier,
une réunion s'est tenue à la
Bourse du travail de
Bobigny. 25 établissements étaient représentés

et les enseignants présents ont élaboré une plateforme revendicative qu'il reste maintenant à mettre en œuvre.

Jeudi 30, à l'appel de la FEN, une réunion a regroupé à République environ 300 personnes venant de 30 établissements de Seine-Saint-Denis. Des parents étaient également présents. Les mêmes revendications ont été discutées et adoptées. A cette occasion, nous avons appris que le ministère à donné ordre aux directeurs d'interdire l'entrée des établissements aux journalistes. Jospin veut le moins d'informations possible sur le ras-le-bol dans les établissements.

TROISIEME SEMAINE

DE GREVE

Mardi 4 février, 400 parents ont tenu une assemblée et décidé le blocage administratif du collège. Ils ont réaffirmé qu'ils partagent les objectifs de la grève et attendent de l'administra-

tion qu'elle cède.

Il reste qu'Effroy a transmis par écrit que seuls deux postes sur les quatre prévus seraient supprimés à République et qu'il est à la "recherche" de remplaçants pour les postes vacants. Mais nous, ce qu'on attend de lui, c'est qu'il embauche le personnel nécessaire et qu'AUCUN poste ne soit supprimé.

Après Platoon et Né un 4 juillet, deux films consacrés à la guerre du Vietnam, Oliver Stone continue d'évoquer les années Soixante aux Etats-Unis. Cette fois, il s'est attaqué à l'assassinat, en 1963, du président John Fitzgerald Kennedy, "JFK".

Intercalant à un rythme échevelé quelques vrais documents d'époque et des faux documents reconstitués - ce qui rend peut-être l'intrigue difficile à suivre pour ceux qui découvrent pour la première fois cette histoire et ces films d'archives - Oliver Stone reprend pour l'essentiel la thèse du livre de Jim Garrison.

Ce procureur américain en poste à La Nouvelle-Orléans, troublé par les incohérences de l'enquête menée par la police de Dallas au moment de l'assassinat ainsi que par les travaux de la Commission Warren, chargée en théorie de faire la lumière sur cette affaire mais qui paraît avoir eu surtout pour rôle d'empêcher qu'on y voie plus clair, a refait toute l'enquête en mobilisant son cabinet.

La hâte à accréditer la thèse de l'acte individuel d'un tueur qui fut lui-même rapidement abattu, le refus de prendre en compte certains témoignages allant contre cette thèse, la disparition de nombreuses pièces du dossier et celle de nombreux témoins, l'impossibilité Garrison de se faire communiquer des documents aussi décisifs que les rapports d'autopsie du président assassiné : tout porte à croire qu'il s'agit bel et bien d'un complot organi-



sé par des gens très bien placés dans l'appareil d'Etat, ayant seuls les moyens à la fois de monter une telle opération et... d'en effacer les traces.

L'intérêt du film est non seulement de montrer qu'il y a eu complot, mais de dépeindre toute une partie de l'appareil d'Etat américain où s'entremêlent les services secrets, la CIA et le FBI, des officiers de l'armée régulière, des barbouzes en tout genre, la mafia et l'extrêmedroite. Toute cette partie de l'appareil d'Etat, rompue aux sales besognes, profondément marquée par l'anticommunisme le plus primaire des années 50, par la guerre de Corée et tous les coups tordus montés par la CIA aux quatre coins du monde, considérait en effet Kennedy comme un renégat, voire un communiste. En tout cas un lâche, rendu responsable de l'échec du débarquement dans la Baie des Cochons à Cuba

parce qu'il n'avait pas voulu faire donner l'aviation pour appuyer l'opération; un renégat qui acceptait de négocier avec Khroucatchev, qui fit des concessions juridiques aux Noirs, qui s'efforça de rédui e les pouvoirs de la CIA, de contrôler ses opérations et ordonna le démantèlement de ses camps d'entraînement pour réfugiés cubains. Certains le soupçonnaient même de vouloir reculer aussi au

Vietnam. La thèse de Stone concernant le complot contre Kennedy est fort convaincante en ce qu'elle montre bien la haine que l'extrême-droite raciste et anticommuniste, s'était largement développée au sein de l'armée et des services de renseignements dans la période précédente, vouait à un homme qui représentait pourtant l'impérialisme américain. La comparaison évoquée dans le film avec les difficultés de De Gaulle face à l'OAS est à cet

égard tout à fait pertinente.

Ce que le film nous montre du fonctionnement de l'appareil d'Etat dans la "démocratie" américaine a malheureusement valeur d'exemple. Stone dit que le rôle du président est de faire des discours sur la paix à laquelle la population aspire, tout en obéissant aux profiteurs, en particulier du budget militaire. On ne peut qu'adhérer à ce jugement...

Il est vrai que le film d'Oliver Stone fait la part belle à Kennedy. En fait, rêts de l'impérialisme américain sans avoir eu même, de ce point de vue, une politique très originale ; c'est sous son prédécesseur que fut initiée la politique de détente avec l'URSS, et Kennedy a endossé l'opération contre Cuba préparée elle aussi par Eisenhower. Il a renforcé la présence militaire américaine au Vietnam (les fameux "conseillers militaires" passant de 800 à 16 000 au cours de sa présidence) et l'arrivée au pouvoir de son successeur Johnson n'a pas marqué non plus une rupture dans la politique américaine, contrairement à ce que suggère le film : l'engagement américain au Vietnam s'est progressivement développé et ce n'est qu'en 1965 que l'escalade militaire a pris la dimension d'une véritable guer-

celui-ci a défendu les inté-

Le film de Stone vise évidemment à répondre à ceux qui aux Etats-Unis tentent depuis quelque temps d'attaquer l'image de Kennedy. Mais c'est pour renforcer le mythe d'un homme victime de ses idées généreuses qui aurait même peut-être pu éviter au peuple américain la guerre du Vietnam si on ne l'avait pas assassiné. Et s'il dénonce les tares de l'appareil d'Etat américain, c'est sans sortir du point de vue d'un démocrate qui croit possible de réformer cet appareil. Mais cela n'empêche pas le film de Stone de constituer une dénonciation percutante qui lève largement le voile sur la face cachée de la "démocratie" améri-

Dominique CHABLIS



LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes. Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970.

Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.

Tirage: 17 000 exemplaires.
Composition: Point-Virgule
Photocomposition - Paris.
Impression: Roto de Paris,
La Plaine Saint-Denis
(Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des
publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

NOM:

PRENOM:

CODE POSTAL et VIL

COMPLEMENT D'ADF

Je m'abonne à : LUTTI

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

ADRESSE:

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F.

Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an: 320 F.

 Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.

BULLETIN D'ABONNEMENT

France, 1 an: 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

E:		
ESSE :		
OUVRIERE - LUT		

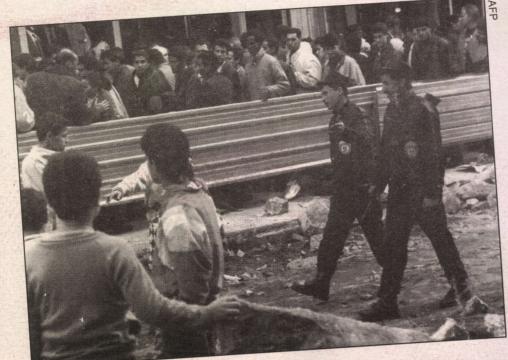
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON, - par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS Algérie

LA POLICE TIRE SUR LES ISLAMISTES

Deux manifestants islamistes ont été tués mardi 4 février au cours d'affrontements avec les forces de police dans la ville de Batna, où quelques centaines de manifestants islamistes s'étaient rassemblés devant le tribunal où devaient être jugés des imams accusés de rébellion. Des affrontements semblables ont eu lieu le même jour autour du tribunal de Constantine.

Quelques jours plus tôt, mercredi 29 janvier et vendredi 31, le régime algérien, qui annonce qu'il n'est là que pour permettre de renouer avec "le processus démocratique" une fois "l'autorité de l'Etat" restaurée, avait fait ses premiers morts. Ce n'étaient ni des imams prêchant la guerre civile, ni des miliciens armés formés dans les maquis d'Afghanistan: c'étaient des jeunes en jeans râpés et en baskets, des jeunes des quartiers pauvres qui bravaient les forces de l'ordre venues assiéger leur quartier, ou qui leur jetaient des pierres.

Mercredi 29, c'est à Bachdjara t, une des banlieues populaires d'Alger que quelques centaines de jeunes, "n' écoutant pas les appels au calme lancés par certains militants du FIS" (d'après Libération du 30 janvier),



La police et les jeunes, face à face.

s'en sont pris aux cars de police venus en force pour procéder à l'arrestation d'un imam, et ont mis à sac aussi un local du FLN, l'ex-parti au pouvoir. Bilan officiel: un mort, un jeune de 22 ans, et dix blessés. Vendredi 31, c'est à Bab-el-Oued, à l'autre extrémité d'Alger, autour de la mosquée Es-Suna ou le gouvernement avait imposé son propre imam et interdit la prière dans la rue, que la police a tiré sur les manifestants

pour les disperser. Bilan: 20 blessés dont certains par balle. Et des affrontements semblables ont eu lieu les jeudi et vendredi dans plusieurs autres villes, dont les plus graves à Laghouat, vendredi 31 janvier, où la police a fait deux morts, de 17 et 20.

Alors que les arrestations continuent parmi les responsables nationaux ou locaux du Front Islamique du Salut (FIS), lundi 3 février, Mohamed Boudiaf, le président du Haut Comité d'Etat qui sert de couverture civile au régime militaire, a annoncé à la télévision algérienne qu'il n'était pas question pour son régime d'interdire le FIS, à condition que celui-ci "accepte de respecter la démocratie". Le nouveau pouvoir cherche à affaiblir le FIS en le privant d'une grande partie de ses moyens d'influence (contrôle des mosquées, des associations religieuses, des organismes de charité...), mais laisse pour l'instant la porte ouverte aux éventuels compromis avec lui.

Il y a d'un côté ce bras de fer entre le nouveau pouvoir et les dirigeants islamistes, dans lequel chacun agit avec prudence. L'avenir dira si ces consignes de prudence seront respectées par ces milliers de jeunes des quartiers pauvres, dont la révolte est le fruit de la misère, bien plus que celui de la religion, et dont beaucoup se sont laissé bercer d'illusions par les démagogues du FIS, c'est parce que ceux-ci leur apparaissaient comme les seuls opposants au régime en place, ce régime qui représente pour eux les privilèges et la corruption.

Et c'est bien là tout le drame de la situation de l'Algérie d'aujourd'hui : que ceux qui aspirent à imposer au pays une dictature moyenâgeuse apparaissent à toute une partie des couches pauvres et de la jeunesse comme le seul espoir de changement; que ceux qui parlent de démocratie ou de lutte contre l'obscurantisme aient appelé de leurs voeux ce régime militaire qui ne s'adresse aux jeunes des quartiers pauvres qu'avec des matraques et de la mitraille. Ce régime représente les couches privilégiées d'une société en crise, dont la politique ne fait qu'accroître le chômage et la misère.

Olivier BELIN

Comme au temps de l'esclavage! LES RÉFUGIÉS HAÏTIENS **ET L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE**

Les militaires qui oppriment le peuple haïtien, volent, assassinent et mettent en coupe réglée tout le pays, sont des crapules de la pire espèce. Mais que penser des autorités américaines ? Depuis le coup d'Etat qui a chassé Aristide, le nombre de "boat people", qui fuient Haïti sur des embarcations de fortune, n'a cessé d'augmenter. Quand ils ne périssent pas en mer, ils sont recueillis par des bâtiments américains, et ils sont actuellement parqués au nombre de 12 000 sur la base US de Guantanamo à Cuba, dans de véritables camps de concentration, sous des tentes et dans la poussière par une chaleur accablante, gardés par des militaires armés, en attendant qu'il soit statué sur leur

Lorsque le statut de réfugié politique ne leur est pas reconnu, ce qui selon la presse est le cas pour deux sur trois des réfugiés, le territoire des Etats-Unis leur est interdit, et ils sont donc en attente d'être renvoyés en Haïti. Une décision de justice avait interdit le rapatriement forcé, mais celle-ci vient d'être cassée par la Cour Suprême des Etats-Unis le 31 janvier.

Entassés sur des bateaux comme au plus beau temps de la traite des Noirs, le retour forcé a commencé. Les Etats-Unis, pays le plus riche au monde, fort de plus de 220 millions d'habitants, se refusent à accueillir 12 000 malheureux qui ont déjà failli mourir en mer dans l'espoir d'atteindre la "grande démocratie américaine".

Les "boat people" haïtiens paieront au prix fort, celui de leur vie peut-être, d'avoir ignoré que les plus sales des dictatures du continent américain, et même celles du monde entier, ne sont que le pendant obligé du pouvoir des Etats-Unis. Un pouvoir faisant régner l'ordre du capital, qui n'est là que pour permettre l'exploitation et l'oppression de la grande majorité de la population du globe, quelles que soient les méthodes crapuleuses dont elles s'accompagnent.

L.G.

Maroc

QUATRE PRISONNIERS POLITIQUES MENACÉS DE MORT

A Oujda, quatre jeunes gens, militants de l'Union politiques, sont en train de mourir. Mustapha Bahnas, Hassan Elboudjani, Abdelhanine et Bouchta Lektami ont entamé une grève de la faim à la prison d'Oujda depuis le 26 octobre dernier. Ils réclament le droit aux visites, à l'information. aux études. Tous quatre sont maintenus en vie par des perfusions à l'hôpital. Leur état est critique après plus de trois mois de refus de s'alimenter. L'un deux est dans le coma

Hassan II a été contraint, sous la pression de l'opinion

faire récemment quelques Nationale des Etudiants gestes. C'est ainsi qu'il a fini Marocains (UNEM), empri- par libérer les derniers prisonnés pour leurs opinions sonniers du groupe marxisteléniniste Ilam Amam. Il a dû aussi accepter de vider le bagne de Tazmammart de ses occupants sans pour autant rendre leur liberté à tous. Ce fut le cas pour les frères Bourequat, dont on a pu voir l'un à la télévision française expliquer qu'il y avait perdu un tiers de son poids et rapetissé de 8 centimètres. L'autre est dans un fauteuil roulant.

Mais les prisons n'ont pas pour autant rendu la liberté à tous les prisonniers d'opinion. Par exemple, parmi les islamistes emprison-

publique internationale, de nés, pas un seul n'a été rela-

Au Maroc, rien n'a véritablement changé. Hassan II, en libérant les prisonniers les plus connus, a fait quelques concessions. Mais il continue comme auparavant de faire régner la terreur contre tout un peuple.

Le régime d'Hassan II n'existe et ne se maintient que fort de la protection de l'impérialisme et principalement celle de l'impérialisme français. Le sort des prisonniers politiques d'Hassan peut donc dépendre non seulement des pressions faites sur le pouvoir marocain, mais aussi de celles faites ici, sur le gouvernement français.

